COURANT ★ ALTERNATIF

Courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 230 | MAI 2013 | 3€

- NUCLÉAIRE
  RESTRICTION DU DROIT DE GRÈVE
- TUNISIE
  DE LA RÉVOLUTION
  À LA DÉSOBÉISSANCE
- ITALIE
  GRILLO, UN COLUCHE ITALIEN ?



COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à **Limoges**

La commission journal de mai aura lieu dans l'**Yonne**

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

☐ **10 numéros + hors séries**	**30 euros**
☐ Sans les hors séries	25 euros
☐ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
☐ En soutien	+ de 30 euros
☐ À l'essai (3 numéros)	5 euros
☐ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 1213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT
l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des champs BP 20912
44009 Nantes
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 1213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La mouette enragée
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

NORMANDIE
CRAS, BP 5164
14075 Caen cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
ocl-poitou@orange.fr
oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

SUD-EST
ocl.se@sfr.fr

PERIGORD/QUERCY
ocl2446@yahoo.fr

CONTACTS
Figeac, Montpellier, Orléans, ...
passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 1213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://oclibertaire.free.fr

COURANT ALTERNATIF
mai 2013
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

Profession politique ?

Avec « l'affaire Cahuzac », certains médias feignent de découvrir que les hommes politiques – de droite comme de gauche – peuvent être avides d'argent, fraudeurs ou menteurs. Pourtant c'est loin d'être la première affaire de ce genre et il y en a eu de bien pires. Somme toute, cet individu n'a fait que s'enrichir avec les opportunités que lui donnaient le système : choisir une activité professionnelle parmi les plus lucratives du secteur médical, probablement recevoir quelques gratifications de la part de laboratoires en échange de services occultes, et enfin dissimuler une partie conséquente de ses revenus pour échapper au fisc. Il y a en France des milliers de personnes dans le monde des affaires qui font de même, à une plus ou moins grande échelle.

Ce qui a sans doute pu choquer certaines âmes sensibles, c'est que cet homme soit un homme politique, en plus un socialiste et de surcroît un prétendu modèle de vertu prônant la rigueur économique. Rien d'étonnant au contraire. Nous savons bien que le but poursuivi par tous ceux qui entendent imposer des sacrifices aux autres, aux travailleurs et aux « assistés » en particulier, ne le font que pour permettre à la classe capitaliste de s'enrichir encore plus. Comme le déclarait il y a quelques années le milliardaire américain Warren Buffet : "Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner."

Que ce soit un des responsables socialistes qui prône (en accord avec la quasi-unanimité des responsables de ce parti) des réformes renforçant la sujétion des travailleurs et les cadeaux aux patrons n'a rien pour nous surprendre. Il y a plus d'un siècle qu'a commencé la disparition de l'idéal socialiste dans les rangs mêmes des partis portant ce nom. Et il ne s'agit pas seulement de cas individuels comme Alexandre Millerand, passé de l'extrême-gauche à la droite nationaliste et aux rangs des massacreurs d'ouvriers (voir l'article sur les luttes de mineurs en Moselle). Non, ce n'est pas le dévoiement de quelques individus, mais c'est l'ensemble du parti portant le nom de socialiste qui est adepte aujourd'hui (et depuis des décennies) de l'idéologie libérale (avec des nuances insignifiantes entre les différentes tendances).

Les utopiques penseurs du socialisme naissant, quelques soient les erreurs qu'ils aient pu professer en ces temps, auraient certainement déclaré inconcevable que des socialistes envoient des flics et des militaires contre des personnes défendant une terre contre des bétonneurs (Notre-dame des Landes), interdisent le droit de grève à certains travailleurs (dans le nucléaire), contribuent à l'aggravation du flicage généralisé des populations (Big Brother) - pour ne citer que quelques exemples présents dans ce numéro ce Courant Alternatif.

Qu'est-ce qui a pu causer à ce point un renversement des valeurs ? Pour nous, le fait de l'institution des représentants politiques comme une classe particulière destinée à gérer la société est une cause fondamentale. A partir du moment où des personnes choisissent de s'instituer représentantes politiques de personnes qui leur délèguent un pouvoir sans moyens réels de le contrôler, ces représentants élus entrent dans un autre monde. Forts de leur légitimité électorale, ils disposent de moyens à la fois relationnels et financiers qui leur permettent de gérer la société (que ce soit au niveau local ou national) de manière à satisfaire leurs intérêts personnels (pas seulement en terme d'argent mais aussi de pouvoir) et ceux de leurs relations (d'affaires ou autres) et, si ça leur chante, de faire le contraire de ce qu'ils avaient annoncé pour se faire élire.

Ils sont les professionnels de la politique et ne connaissent d'autre risque que parfois n'être pas réélus, ce qui ne leur ôte pas tout pouvoir puisque la plupart du temps, ils se recasent dans les affaires, la haute fonction publique, les médias...

De la même façon, certains prétendus « experts », en particulier dans le domaine de l'économie, font profession officielle d'expliquer comment va le monde et comment il doit aller. Ils prétendent toujours le faire en toute indépendance et en tenant compte seulement de «réalités incontournables ». Il ne sont généralement que des serviteurs zélés du système capitaliste qui les fait vivre.

A ce compte-là, on voit bien qu'il ne suffit pas de dire « qu'ils s'en aillent tous » et de remplacer les élus corrompus par d'autres qui annoncent qu'ils le seraient moins. L'exemple de l'Italie le montre amplement comme vous pourrez le lire dans l'article sur l'émergence de Beppe Grillo et du Mouvement cinq étoiles. Il ne suffit pas non plus de faire une révolution et de nouvelles élections car le nouveau pouvoir sorti des urnes peut se révéler une terrible menace pour les libertés , comme le montre l'exemple tunisien.

Par contre, ce qui peut changer le monde c'est l'émergence de diverses formes d'auto organisation. Cela peut être dans des luttes sociales dans des entreprises (voir dans ce numéro quelques exemples en Italie), dans des luttes contre les grands projets nuisibles, dans des résistances au quotidien sur les lieux de vie ou contre le flicage des populations (vous en trouverez également quelques exemples dans ce numéro), ou même dans des groupes de résistance par l'action culturelle (voir encore ce qui se passe en Tunisie).

Il y a même parfois des formes d'auto-organisation émanant de groupes sociaux beaucoup plus larges qui peuvent être porteurs d'espoirs de transformations radicales. Nous en avons vu apparaître il y a quelques années au Mexique ou en Argentine. La deuxième partie de l'article sur les Kurdes nous décrit une forme d'organisation des communautés tout à fait intéressante. Cela montre qu'il est possible de faire de la politique (dans le sens noble du terme) au quotidien sans faire de la politique sa profession. Il est plus que jamais nécessaire de porter dans les luttes comme dans la vie quotidienne ces idées d'auto-organisation et d'y défendre des valeurs émancipatrices sur le plan économique et sociétal.

Limoges, le 27 avril 2013

Aéroport : report des travaux et maintien du projet !

Après l'opération « Sème ta ZAD » du 13 avril, les travaux pourraient marquer une pause face aux difficultés des porteurs du projet, confrontés à des règlementations incompatibles (loi sur l'eau) et aux agriculteurs défendant les terres... Sur le terrain, à l'approche de la chaîne humaine le 11 mai, initiative sur mesure pour les opposants institutionnels (Verts, ONG), les divergences s'expriment alors que l'occupation policière a été levée.

SÈME TA ZAD

Malgré une météo exécrable, les deux cortèges ont regroupé chacun un millier de personnes. L'après-midi, d'autres personnes ont participé. Le lendemain une assemblée générale permettait de faire le point sur l'initiative, qui regroupait douze projets de mise en culture. Avec « Sème ta zad », la collaboration entre paysans et zadistes a pu se renforcer. Comme VINCI a cédé l'usage de ses terrains à des exploitants, impactés ou non par le projet, le temps que les travaux commencent, il est important que le mouvement anti aéroport démontre que la mise en culture des terres dans une perspective de lutte soit à l'oeuvre. En effet, la crédibilité des propositions d'une autre utilisation des terres que pour le bétonnage se construit maintenant. D'ailleurs un exploitant impacté (qui gère 300 hectares) s'est vu rogner 4 hectares (sur les 8 que Vinci lui avait affectés) par un des projets qui avait besoin de terres... Le COPAIN (1) qui épaule les différents projets (machines, savoir-faire) a installé un jeune agriculteur sur une ferme (Bellevue), pour illustrer dans les faits comment une autre agriculture est possible.

1)Le Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles INdignées par le projet d'aéroport regroupe six associations dont la Confédération paysanne 44.

LA PRESSION POLICIÈRE

Depuis novembre, les gendarmes mobiles occupaient un à deux carrefours centraux de la ZAD (la Saulze, les Ardillères) avec des contrôles incessants de véhicule et d'identité qui pourrissaient la vie des habitants (zadistes ou autochtones, cf encadré ci-contre). Cette présence policière a nourri des affrontements sporadiques, avec échange de cocktails et cailloux contre grenades de désencerclement et flashballs. A l'occasion de « Sème ta zad » les flics s'étaient retirés pour revenir le lundi, provoquant de nouveaux affrontements, blessés et arrestations. Les opposants avaient fermement exprimé leur refus de ces tracasseries et la volonté de ne pas permettre ce jeu de la préfecture, qui n'en a pas moins imposé sa présence, jusqu'au vendredi 19/04; le départ des gendarmes mobiles le lendemain serait dû à la saturation du planning des CRS et GM, croulant sous les heures sups impayées (présence permanente sur la ZAD) et les nombreuses manifs (manifs pour tous, mouvements sociaux dans les entreprises, mobilisation du PG le 5 mai...). Cette explication plausible relativise singulièrement la capacité « militaire » de certaines composantes, qui parlent de « guerre » à propos de l'occupation de la ZAD. Se déclarer en « guerre » permet de justifier certaines positions et de négliger les objections et critiques: « Place à l'action! » ; cela empêche de réfléchir objectivement au rapport de forces dans la lutte. Si la résistance sur le terrain a permis une exposition de la lutte et une audience à l'échelle de l'Hexagone, il faut reconnaître l'impact des argumentaires et autres dossiers élaborés patiemment.

Par ailleurs, avec les nouveaux affrontements, le porte-parole de l'ACIPA – principale organisation de la coordination anti aéroport – s'est permis de tenir un discours quasi-policier dans la presse sur le noyautage de la lutte par des « éléments extérieurs »... Alors que la lutte entre dans une phase incertaine (report des débuts de travaux, questions de l'eau et des terres disponibles, développement de projets agricoles alternatifs et prêt des terrains de VINCI à des exploitants, participation de certains opposants à une étude des coûts pour la modification de l'aéroport existant), l'ACIPA donne l'impression de vouloir négliger les propositions portées par les zadistes. La chaîne humaine prévue le 11 mai prochain et filmée par hélicoptère reprend la tradition de la coordination, pour une action lisse et présentable médiatiquement qui donnait jusqu'ici peu d'échos à la lutte. Se compter citoyennement ne suffit pas face à l'Etat et aux multinationales.

DES PROJETS DIFFÉRENTS

La coordination n'a pas fait sienne la devise des zadistes « Contre l'aéroport et son monde! ». Pourtant la lutte qui empêchera la construction de l'aéroport devra aussi se positionner contre le barreau routier prévu pour longer l'aéroport au sud, avec les zones industrielles et les lotissements associés. Bref, le bétonnage de la zone pour des avions ou bien des camions équivaut au même saccage. La coordination anti aéroport ne peut pas modifier ses bases, avec la quarantaine de partis politiciens, syndicats et ONGs qui freinent toute suggestion de repositionnement au nom d'une unité de façade. Il manque donc un pôle visible et identifiable dans la lutte, auquel individus et collectifs locaux puissent se référer ou s'associer ; le COPAIN est peut-être ce qui s'en rapproche le plus aujourd'hui, sans s'illusionner sur la Confédération paysanne.... S'il y a dans la lutte des composantes structurées qui se revendiquent « contre l'aéroport et son monde », aucune ne propose pour l'instant un regroupement ouvert pour assurer une lisibilité et une accessibilité d'une telle démarche. Les libertaires organisés ou non, impliqués dans la lutte, pourraient aider à développer un tel mouvement, qui peut se révéler essentiel si la lutte continue à gêner le projet, et si la question « Que faire à la place? » s'impose de plus en plus.

Nantes, le 25 avril 2013.

Le soir de Sème ta zad, Christian, un camarade paysan de Couëron qui rentrait en tracteur a refusé de s'arrêter à un contrôle de flics pour un stop coulé. Le lundi il reçoit une convocation pour le lendemain à Blain. Mais avec les affrontements qui se déroulent dans la journée sur la zad, la préfecture muscle sa démarche. Mardi matin, en pleine traite des vaches, dix camions de GM s'arrêtent chez lui et l'embarquent au nord-est du département, à Châteaubriand. L'éloignement n'a pas découragé la mobilisation de solidarité, et du matin jusqu'à minuit un piquet d'une cinquantaine à une centaine de personnes s'est succédé devant la gendarmerie en émoi, aux sons d'une battucada et d'une sono, avec barbecue et muscadet, boudins et saucisses, entre deux appels à la libération du copain. Il passera en procès le 21 mai, avec notamment refus de prélèvement d'ADN (la 3eme fois) et un contrôle administratif hebdomadaire. Christian a déjà été condamné pour « vol de terres » lors de forages de prospection, et pour avoir lancé du fumier sur le siège local de Vinci. Mais cette fois, l'ACIPA a appelé à la solidarité !?



Restriction du droit de grève pour les salariés des centrales nucléaires

Au début du printemps 2009, 17 des 58 réacteurs du parc nucléaire de la société Électricité de France (EDF) étaient arrêtés pour la réalisation d'opérations de maintenance et de renouvellement du combustible usagé, conformément à la programmation pluriannuelle de ces opérations.
Des mouvements de grève ont affecté, à compter du 9 avril 2009, les réacteurs ainsi placés à l'arrêt, entraînant un décalage important dans les opérations nécessaires à leur redémarrage.

Le 15 juin 2009, les opérations de maintenance et de renouvellement du combustible étaient encore bloquées, du fait de la poursuite de la grève, pour huit réacteurs.

Par décision du 15 juin 2009, le directeur général délégué de la société EDF a décidé que seraient requis, sous peine de sanctions disciplinaires, certains des salariés chargés de ces opérations perturbées par les mouvements de grève. En application de cette décision, le même jour, le directeur «optimisation amont aval et trading» d'EDF a demandé la disponibilité au plus tôt à la sollicitation du réseau électrique des réacteurs nucléaires Cattenom 1, Dampierre 1, Dampierre 4, Cruas 1, Paluel 1 et Bugey 3. Par des notes du 15 juin 2009, le directeur général adjoint «production et ingénierie» a transmis aux directeurs des centres nucléaires de production d'électricité concernés les décisions du directeur général délégué et du directeur «optimisation amont aval et trading».

Suite à ces décisions, les Fédérations Force Ouvrière Énergie et Mines, des mines et de l'énergie CGT, des syndicats Sud Énergie et Chimie Énergie CFDT attaquaient ces décisions devant le Conseil d'Etat respectivement en juillet et août 2009.

Ces affaires posaient principalement deux questions :

- la première était de savoir si les dirigeants d'EDF, devenue société privée, étaient compétents pour apporter ainsi des limitations au droit de grève, constitutionnellement garanti.

- la seconde était de savoir si, à supposer que les dirigeants d'EDF disposaient d'une telle compétence, les mesures prises étaient proportionnées.

Celui-ci, dans son arrêt du 12 avril 2013, vient de rendre sa décision.

LE CONSEIL D'ETAT S'APPUIE SUR PLUSIEURS TEXTES POUR MOTIVER SA DÉCISION

D'abord sur l'article 1er de la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, alors applicable : «*Le service public de l'électricité a pour objet de garantir l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire, dans le respect de l'intérêt général. Dans le respect de la politique énergétique, il contribue à l'indépendance et à la sécurité d'approvisionnement (...), à la maîtrise de la demande d'énergie, à la compétitivité de l'activité économique (...) Il concourt à la cohésion sociale, en assurant le droit à l'électricité pour tous (...) Le service public de l'électricité est organisé, chacun pour ce qui le concerne, par l'État et les communes ou leurs établissements publics de coopération*»

Ensuite sur l'article 24 de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières : l'État détient plus de 70 % du capital de cette société dont le président du conseil d'administration et le directeur général sont nommés par décret en conseil des ministres.

Sur les articles L. 336-1 et suivants du code de l'énergie relatives à l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique : le législateur a tiré les conséquences de la spécificité des 58 réacteurs du parc nucléaire français mis en service entre 1978 et 2002, dont l'entreprise EDF, sous le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial puis de société anonyme, a depuis l'origine assuré le bon fonctionnement.

Sur l'article 15 de la loi du 10 février 2000 : la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE), gestionnaire du réseau public de transport, assure à tout instant l'équilibre des flux d'électricité sur le réseau, la société EDF est responsable d'un service public en ce qu'elle exploite les centres nucléaires de production d'électricité.

Sur l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales définissant les pouvoirs de réquisition du représentant de l'État dans le département et de l'article 21 de la loi du 10 février 2000 concernant les pouvoirs du ministre chargé de l'énergie en cas d'atteinte grave et immédiate à la sécurité et à la sûreté des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité, et nonobstant les clauses du contrat de service public signé le 24 octobre 2005 entre l'État et Électricité de France, qui, en tout état de cause, a un caractère exclusivement contractuel.



Puis sur l'article L. 2323-6 du code du travail : «*Le comité d'entreprise est informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise et, notamment, sur les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la durée du travail, les conditions d'emploi, de travail et de formation professionnelle*» et l'article L. 4612-8 du même code : «*Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est consulté avant toute décision d'aménagement important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail*».

Sur l'arrêté du 5 juillet 1990 modifié fixant les consignes générales de délestages sur les réseaux électriques a pour unique objet de définir le service prioritaire à maintenir en toutes circonstances.

Sur l'article 82 du Traité instituant la Communauté européenne, devenu l'article 102 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne : «*Est incompatible avec le marché commun et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci* (...)»

Et enfin sur les articles L. 420-1 et L. 420-2 du code de commerce qui prohibent, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, l'exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises d'une position dominante sur le marché intérieur ou une partie substantielle de celui-ci ainsi que, dès lors qu'elle est susceptible d'affecter le fonctionnement ou la structure de la concurrence, l'exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises de l'état de dépendance économique dans lequel se trouve à son égard une entreprise cliente ou fournisseur.

LES DÉCISIONS DE CET ARRÊT

En premier lieu, les dirigeants de la société EDF sont compétents, dans certaines conditions, pour déterminer les limitations à apporter au droit de grève de ses salariés travaillant dans les centres nucléaires de production d'électricité en vue d'en éviter des conséquences graves dans l'approvisionnement du pays en électricité, c'est dans la mesure où les solutions alternatives à l'exercice d'un tel pouvoir font défaut ; qu'il y a lieu ainsi, compte tenu du caractère non directement substituable de l'énergie électrique, de ses caractéristiques physiques en vertu desquelles elle ne peut être stockée en quantité importante et des contraintes techniques du fonctionnement des centres nucléaires de production d'électricité, de rechercher préalablement la possibilité de mettre en oeuvre d'autres moyens de production, de recourir aux capacités d'importation des réseaux transfrontières ou de faire appel à la diminution volontaire ou contractuelle de la demande d'électricité. Ss'il appartient à la société EDF, seule exploitante des centres nucléaires de production d'électricité, de prendre les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service public dont elle a la charge, elle doit le faire au vu, non seulement de ses propres données mais aussi des analyses prévisionnelles de l'équilibre entre offre et demande d'électricité en France établies par la société RTE, gestionnaire du réseau public de transport.

En deuxième lieu, les mouvements de grève ont entraîné des retards dans les opérations de maintenance et de renouvellement du combustible usagé de huit réacteurs nucléaires, qui, à la date du 15 juin 2009, faisaient craindre à juste titre, au vu des informations et des prévisions météorologiques alors disponibles, que ni les capacités de production électrique françaises mobilisables, ni les importations possibles, ni la mise en oeuvre des procédures de diminution volontaire ou contractuelle de la demande d'électricité, qui relevaient chacune, en l'espèce, pour l'essentiel de la société EDF, ne permettent au gestionnaire du réseau public de transport de préserver l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité avec la marge de sécurité minimale indispensable, de telle sorte que toute nouvelle dégradation de la disponibilité du parc de production nucléaire aurait alors directement menacé la garantie de l'approvisionnement en électricité.

En troisième lieu, les dirigeants de la société EDF, après avoir vainement adressé des sommations interpellatives aux représentants des syndicats de salariés ayant déposé des préavis de grève, ont décidé que seraient requis les salariés dont l'intervention était strictement nécessaire à la bonne exécution, pour six des huit réacteurs encore affectés par les mouvements de grève, dix semaines après leur déclenchement et alors qu'ils étaient périodiquement reconduits, des opérations destinées à permettre le redémarrage de ces réacteurs dans les meilleurs délais. Le dispositif contesté, mis en place par la direction de la société EDF par les décisions attaquées, n'a eu ni pour objet ni pour effet de contraindre l'ensemble des personnels concernés à remplir un service normal, mais seulement de répondre de la continuité des



fonctions indispensables pour assurer la remise en service des réacteurs arrêtés et éviter, en l'absence de solution alternative, des conséquences graves dans l'approvisionnement du pays en électricité.

Les notes du directeur général adjoint «production et ingénierie» se borne à transmettre aux directeurs des centres nucléaires de production d'électricité concernés les décisions du directeur général délégué et du directeur «optimisation amont aval et trading» de la société.

Le Conseil d'Etat se déclare incompétent sur la situation individuelle de salariés de droit privé à l'égard des dirigeants d'établissements locaux d'une société anonyme.

Le Conseil d'État a conclu que les organes dirigeants d'une société privée relevant du service public étaient compétents pour déterminer les limitations à apporter au droit de grève de ses agents, sans préjudice par ailleurs des pouvoirs de réquisition du préfet (définis à l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales) et de ceux du ministre chargé de l'énergie en cas d'atteinte grave et immédiate à la sécurité et à la sûreté des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (prévus à l'article 21 de la loi du 10 février 2000).

Le Conseil d'État, après avoir précisé les conditions et limites que la limitation du droit de grève devait respecter pour être légale, en a déduit que les mesures prises étaient justifiées. Pour lui, les mesures contestées avaient bien eu pour objet, non de reprendre un fonctionnement normal du service, mais de répondre de la continuité des fonctions indispensables pour assurer la remise en service des réacteurs arrêtés et éviter, en l'absence de solution alternative, des conséquences graves dans l'approvisionnement du pays en électricité. Il a donc jugé l'atteinte au droit de grève proportionnée.

Camille, OCL Reims, le 13 avril 2013



Pays Basque

La mort de Jon Anza : circulez, y a rien à voir

Le quotidien espagnol *El correo* a informé le 6 février que l'enquête sur la disparition et la mort du militant d'ETA Jon Anza allait être probablement classée sans suite, sur demande du parquet de Toulouse faite le 28 janvier.

Pour rappel rapide des faits (1), Jon Anza a été vu vivant pour la dernière fois le 18 avril 2009 à la gare de Bayonne, lorsqu'il a pris le train pour Toulouse. Son corps a été retrouvé à la morgue de l'hôpital de Purpan (Toulouse) 11 mois plus tard, en mars 2010.

Quelques jours après le départ de Jon Anza, qui était gravement malade, sa famille avait alerté police et justice de sa disparition. ETA intervenait par un communiqué pour dire que Jon était un de ses militants, qu'il se rendait à Toulouse pour y livrer une somme d'argent et que celle-ci n'était pas parvenue à ses destinataires.

Après la découverte du corps, l'instruction d'abord menée à Bayonne s'est poursuivie à Toulouse. La notification de la fin de cette instruction date d'octobre 2012, sans que la famille de Jon ni son avocate n'aient été informées des réquisitions du parquet.

C'est le journal *El correo* qui, sans s'embarrasser du secret de l'instruction, s'est fait le porte-parole du procureur, en délivrant une version délirante et très détaillée des derniers jours de Jon Anza, ne reposant sur aucun élément objectif et étayée par des affirmations inexactes : Anza aurait remis l'argent aux membres d'ETA, serait resté quelques jours avec eux ; ils l'auraient ensuite laissé dans la rue, mourant et inconscient, avant qu'il soit recueilli par les secours de Toulouse. Version qui veut battre en brèche la thèse de la guerre sale qui pourtant apparaît évidente au vu des mensonges, des contradictions, des dysfonctionnements, des lacunes et de l'opacité qu'ont entretenus et continuent à entretenir les autorités judiciaires et policières sur la mort d'un militant d'ETA.

Personne ici ne se fait d'illusion sur le classement annoncé. Aux questions posées aux autorités, aucune réponse n'a été donnée : pourquoi le corps de Jon Anza a-t-il été laissé à la morgue pendant 10 mois sans qu'aucun lien n'ait été fait avec sa disparition et qu'aucune autopsie n'ait été pratiquée ? Pourquoi aucun acte d'enquête n'a-t-il été mené à Toulouse entre le 5 mai 2009 et le 11 mars 2010 alors qu'il s'agissait de la ville dans laquelle Jon Anza devait se rendre ? ... Il est clair que les autorités françaises refusent de faire la lumière sur la disparition et la mort de Jon Anza. Mais, au Pays Basque, la recherche de la vérité se poursuivra.

Christine

1. On peut se référer aux numéros 194 et 200 de Courant Alternatif





Présentation du collectif « Tant qu'il y aura de l'argent... »

La rupture Tantqu'il

Dans le collectif Tant qu'il y aura de l'argent..., nous venons de plusieurs tendances qui se réclament de la révolution communiste (communisme libertaire, gauche communiste...). Ce qui nous a rassemblés, c'est l'analyse de la crise du capitalisme de 2008 et ses conséquences politiques et économiques. Nous avons fait le constat que les écrits sur la crise ne nous convenaient pas. En effet, nous lisons dans les médias bourgeois, les économistes au service du capitalisme, qui n'expliquent pas les raisons profondes de cette crise. Nous pensons que l'économie ne doit pas être un domaine réservé aux spécialistes. Nous considérons qu'il n'y a pas besoin d'utiliser un langage universitaire et savant pour tenter d'analyser en profondeur les mécanismes de la crise du capitalisme. Pour se faire, nous avons créé ce collectif qui s'articule autour d'un site internet et d'une revue. On y publie des articles sur différents thèmes: un panorama des plans d'austérité dans les pays européens, une présentation des méthodes de maintien de l'ordre selon les pays. Le site comporte une rubrique "notions", dans laquelle nous expliquons simplement les bases de nos analyses, par exemple les concepts de l'économie marxienne, comme la plus-value, le salaire, ou encore la baisse tendancielle du taux de profit.

Nous diffusons nos analyses par la tenue de réunions/débats publics dans des plusieurs villes: Paris, Marseille, Toulouse, Montpellier, Lyon... et d'autres dates à venir.

Le site internet, la revue et les discussions publiques sont une façon de diffuser nos analyses mais aussi les bases politiques qui sous tendent ces dernières.

Nous sommes communistes antigestionnaires. Communistes, c'est-à-dire pour une révolution qui détruise le capitalisme, par l'abolition de la propriété privée, du salariat, du genre, de l'État et de la valeur.

Antigestionnaires, car nous sommes contre toute forme de gestion alternative du capitalisme. On peut citer différents discours gestionnaires. Par exemple les alternatives proposées par les sociaux-démocrates valorisent l' "honnête" capitalisme industriel national contre l' "immoral" capitalisme financier mondial. Ils proposent la réindustrialisation ou encore la nationalisation des banques... Ces discours laissent entendre que le système est perverti par une minorité de capitalistes trop rapaces, plutôt que de parler des raisons profondes de cette crise.

Certains groupes ou organisations d'extrême gauche orientés libertaires, promeuvent , quant à eux, différentes alternatives mutualistes ou autogestionnaires pour sortir de la crise. Nous y voyons au mieux, une manière de supporter la crise qui peut être efficace pour certains prolétaires, au pire, une forme de capitalisme auto-géré, en aucun cas un moyen d'abolir l'exploitation.

Il en va de même pour ceux qui prétendent détruire le capitalisme en conservant les bases de celui ci (État, salariat, monnaie,...). Ces "anticapitalistes" qui veulent se hisser en haut de l'état comme sur un escabeau pour repeindre en rouge le capital, nous expliquent évidemment que ce n'est que transitoire. Mais ce transitoire qui dure n'est, pour nous, rien d'autre qu'une des perspectives de la défaite. Car au final, les différents discours gestionnaires on ça en commun: ils dressent, chacun à leur manière, les contours d'un possible aménagement de notre écrasement. Tant qu'à faire, on préfère jouer la gagne.

On ne va pas aborder ici une analyse générale de la crise, c'est trop long et puis on l'a déjà entrepris dans plusieurs articles du site.

Revenons plutôt sur une question que nous sommes nombreux à nous poser, alors qu'on voit partout en Europe les plans d'austérité se succéder : et en France? Bon, ici c'est pas la joie, le nombre de chômeurs et de précaires est là pour le témoigner mais on parait bien moins touché par la crise qu'en Espagne, au Portugal, ou encore en Grèce. Alors?

Commençons par une blague: La crise est quasi terminée. L'économie se relance. En Espagne, en Grèce, les presque 30% de la population au chômage trouvent des tafs par millions. Les 5 millions de chômeurs en France, les près de 6 millions en Italie etc. font la fine bouche devant toutes les propositions d'embauches. Les gouvernements de l'UE, pour organiser la demande de main d'œuvre, créent de nouveaux centres, les "pôles embauches", ou ce sont les patrons qui font la queue pour trouver des salariés...

Bon, arrêtons les frais. Tout ça pour dire que si un scénario nous parait être particulièrement peu probable, c'est bien celui d'une sortie de crise, pour l'instant.

En revanche, tout semble indiquer que la crise va s'approfondir. Et avec elle, l'austérité, le chômage... C'est vrai, pour revenir a ce qu'on disait un peu plus haut, que la France est beaucoup

moins touchée; et les capitalistes feront tout pour que cela continue. Pas par bonté d'âme, ou francophilie, mais plutôt car trop fragiliser l'économie française, c'est multiplier les risques d'effondrement de la zone euro. Le problème, c'est qu'ils n'ont juste pas le choix. Cette politique est très bien incarnée par le gouvernement socialo: marcher sur des œufs, essayer de louvoyer, mais en même temps poursuivre une politique austéritaire. Et dans la mesure ou la situation ne s'arrange pas du tout, -par exemple, la France est sûrement en récession- la pression va augmenter, et d'une manière ou d'une autre lorsqu'il faudra faire des économies, on peut être sûr que ce sera en coupant dans les dépenses publiques, en réformant encore les retraites... en somme, en s'attaquant aux prolos.

Sans compter ce qui se passe ailleurs en Europe. En Italie, en Grèce, en Espagne, entre-autres mais pas seulement. C'est l'économie mondiale qui est en crise. La croissance chinoise n'a jamais été aussi basse depuis des années et ce qui ne suit pas, c'est la consommation. Or, faut pas compter sur l'Europe, pourtant le premier marché mondial, pour relancer le business...

Reste la question des luttes, de l'activité de crise du prolétariat. C'est tout simplement l'inconnue de l'équation. Mais bon, hein, comme dit Johnny, il suffira (peut-être) d'une étincelle...

Nous avons de nombreux articles en préparation sur les répercussions économiques et politiques de la crise et les luttes du prolétariat qui en découlent. Plusieurs notions sont annoncées comme la valeur, le genre, ou le travail. Des réunions publiques sont en préparation dans d'autres villes. Voilà pour nos prochains projets.

Les nouveaux membres et les nouveaux contributeurs sont les bienvenues, toute personne intéressée par notre travail peut nous proposer des articles. Nous invitons également les gens à critiquer nos analyses.

Mais ***notre objectif à long terme, est de participer à la structuration du courant communiste antigestionnaire***. Pour cela, on lancera d'ici quelques mois un appel, qui précisera un peu plus ce qu'on entend par communisme antigestionnaire. Il s'agira aussi de proposer la création d'un réseau, afin de s'organiser à une échelle plus large avec d'autres collectifs, personne, etc., qui se reconnaissent dans ce positionnement et qui sont favorables à une intervention politique concertée et commune.

Le collectif Tantquil
http://www.tantquil.net/

Des « experts en économie » nuls en math ?

En janvier dernier, premier scandale dans le petit monde des économistes. Christine Lagarde elle-même doit présenter ses excuses lors d'une conférence de presse : les économistes du FMI avaient fait une erreur de calcul grossière en se trompant sur la valeur d'un paramètre. Cette erreur de calcul portait sur le multiplicateur budgétaire, c'est-à-dire les conséquences sur la croissance d'une mesure d'austérité budgétaire. S'il est supérieur à 1, ça signifie qu'1 euro économisé par l'Etat génère une diminution des revenus dans l'économie supérieur à 1 euro. L'erreur de calcul ? Ils l'avaient estimé à 0,5 alors qu'il serait probablement supérieur à 1. C'est-à-dire qu'ils avaient tablé sur le fait qu'1 euro d'économie de l'Etat entraînait une chute des revenus de 0,5€, au lieu de plus d'1€. Ce calcul servait de base officielle aux mesures d'austérité prônées par le FMI. Apparemment, ils avaient décidé que la valeur de ce multiplicateur était la même quels que soient le pays et la conjoncture ! Ils ont avoué s'être trompés, mais vous noterez que les politiques d'austérité continuent...

Nouveau scandale en ce moment. Maastricht, les traités qui l'ont suivi, la « règle d'or » et tout ce fatras ont tous gravé dans le marbre que les Etats s'interdisaient d'avoir une dette supérieure à 90% de leur PIB. C'est clairement une foutaise : c'est comme si les banques interdisaient aux ménages un prêt supérieur à 90% de leur revenu annuel pour acheter une maison... Il n'y aurait pas beaucoup de propriétaires ! Pour comprendre que c'est une foutaise, nul besoin d'être un expert, il suffit de ne pas confondre remboursements annuels et montant global du crédit. Mais d'où venait ce chiffre magique de 90% ? D'une étude publiée en 2010 par deux anciens cadres du FMI (encore lui!), économistes réputées (un homme et une femme) de Harvard.

Une équipe d'économistes tout aussi américain(e)s a repris les mêmes chiffres pour refaire les calculs. Il en ressort :

- qu'il et elle avaient bidouillé leur étude en mettant à la trappe les chiffres de l'Australie, de l'Autriche, du Canada, du Danemark et de la Belgique qui contredisaient leurs résultats (soit-disant ils les avaient oubliés par erreur



parce que c'était les 5 dernières lignes...)

- que leurs méthodes de pondération des différents pays sont bizarres

qu'il et elle ont fait une erreur de formule dans leur tableur excel !!!

Qu'est-ce que ça change ? C'est simple. D'après la première étude, quand on passe les fameux 90%, le pays bascule d'une croissance positive à une croissance moyenne de -0,1%. En rajoutant les 5 pays et en supprimant l'erreur de formule, les pays endettés à plus de 90% se retrouvent avec un taux moyen de croissance de 2,2%, un taux que Hollande n'ose même pas imaginer dans ses rêves les plus fous.

Mais vous verrez qu'on va continuer de nous bassiner que c'est dramatique d'avoir un endettement public de plus de 90% du PIB. Même si plus un économiste ne peut le soutenir sérieusement devant ses collègues. De toutes façons, c'est fait, on a signé les traités qui nous obligent à rester en dessous (les Etats-Unis, le Japon et autres, eux, n'ont rien signé, et peuvent faire ce qu'ils veulent). Tout ceci remet bien la « science économique » à sa place. C'est d'abord un outil de légitimation des politiques décidées par les puissances. Les libéraux qui nous dirigent avaient besoin d'une caution scientifique en mettant sur le devant de la scène médiatique les études qui les arrangeaient pendant qu'on passait les autres (nettement plus nombreuses) sous silence. Et les « experts » zélés prêts jusqu'à trafiquer leurs études pour mieux plaire aux princes reçoivent en échange prestige scientifique, autorité morale, devant de la scène médiatique... et espèces sonnantes et trébuchantes.

Sylvie



L'expérimentation du compteur électrique « Linky » se poursuit

Le Conseil d'Etat a rejeté le 20 mars plusieurs requêtes conjointes concernant ce compteur électrique émanant des associations Les Robins des toits, UFC- Que choisir et deux syndicats intercommunaux. Les rayonnements émis par Linky seraient très en dessous des seuils fixés par le Parlement européen et l'Organisation Mondiale de la Santé.
Ce compteur expérimenté aujourd'hui dans les régions de Tours et Lyon devrait, d'ici 2017, remplacer les 35 millions de compteurs électriques actuellement en fonctionnement en France. Plusieurs polémiques sont en cours sur son coût (payé par son utilisateur) et sur son efficacité. Ce compteur devrait permettre des économies d'énergies et des suppressions d'emplois à ERDF puisque les relevés de consommation se feront à distance… ainsi que les coupures en cas de non-paiement. Mais nous avons aussi d'autres préoccupations concernant Linky. En effet, comme nous l'avons déjà dit sous cette rubrique, ce petit boîtier magique et intelligent permettra aux opérateurs de connaître de très nombreuses informations sur la vie privée des consommateurs, leurs habitudes … comme leurs horaires de réveil, le moment où ils prennent une douche, les pièces de l'habitation fréquentées et ce qu'ils y font, etc. Il est évident que se produiront des dérives policières et commerciales grâce à cette nouvelle technologie. Mais rassurons-nous, en France nous avons la Commission nationale de l'informatique et des libertés qui veille et nous protège !!

La délation se porte très bien en France

En une année plus de 3 000 lettres de dénonciations anonymes sont reçues par les services des allocations familiales ! Ces lettres dénoncent le plus souvent des situations de concubinage non déclarées ou des revenus cachés. Les services de la CAF, gênés, sont bien obligés de reconnaître que ces lettres sont lues et conservées. Elles peuvent même être utilisées contre les personnes qui ont été dénoncées. D'après Anne-Lise Ulmann, coauteure de « Citoyens et délateurs » (éditions Autrement, 2005, 218 pages pour 19,30 euros), qui a eu accès à certaines de ces lettres, « le papier utilisé peut-être une petite feuille arrachée d'un carnet à spirales, une feuille quadrillée de cahier », de plus la syntaxe incohérente et les phrases incomplètes trahissent « une passion indignée » ou une « frustration insupportable » des délateurs. Mais avec Internet, ces problèmes d'orthographe et de syntaxe sont en passe d'être résolus. En effet, avec quelques euros, ils peuvent dès maintenant s'offrir un « modèle de lettre de dénonciation » auprès du site marchand Modele-lettre.com !
Vous trouverez quelques conseils pour faire face aux contrôles domiciliaires de la CAF sur le site : cip-idf.org.

La police tue de plus en plus !

Cela dure depuis plus de cinquante ans. De 1977 à 1997, 6 à 8 décès répertoriés par an. De 1997 à 2001, nous en étions à une dizaine. De 2001 à 2011, les douze cercueils par an seront au moins atteints. D'après Maurice Rajsfus et l'observatoire des libertés publiques : Que fait la police ?, la macabre moyenne se situerait en fait entre 10 à 15 décès par an sur 40 ans !
En 1992, Fausto Giudice, auteur d'un livre : « Arabicides, une chronique française 1970-1991 » avance une réponse concernant la banalisation de ces assassinats : « la Ve République repose sur un crime fondateur, l'arabicide de masse, commis tout au long de la guerre d'Algérie, jusque dans les rues de Paris. Ses auteurs et ses responsables ont bénéficié d'une impunité totale, par le jeu des amnisties. Ce fut là le plus formidable encouragement à répéter en temps de paix, sur une échelle réduite, ce que les militaires, policiers et « simples particuliers » avaient fait en temps de guerre. »
L'année 2012, a atteint un sommet : 18 décès répertoriés. Le profil type des victimes : un jeune homme des quartiers populaires, d'origine maghrébine ou, depuis une dizaine d'années, d'Afrique Noire. Quelques exceptions tout de même concernant l'âge des victimes en particulier, en juin 2009, un chibani de 69 ans, Ali Ziri, qui succombe à la technique d'interpellation dite du « pliage » à Argenteuil.
Les causes réelles de ces meurtres : abattus par une arme à feu le plus souvent dans le dos, asphyxie due à l'appui de la face et du thorax contre le sol ou due à la technique du pliage, gaz lacrymogène, électrocution par de multiples coups de Taser, écrasés par une voiture de police, etc.
Des constantes : Les familles des victimes ne sont informées que plusieurs heures après le décès : de quelques heures à 48 heures après les faits ! Ces délais s'expliquent par la construction de la version policière des faits :
Légitime défense en cas d'exécution par balles
L'état de santé de la victime est responsable de sa mort, en particulier au niveau cardiaque, voire au niveau génétique.
Mort naturelle liée au stress de l'interpellation.
Automutilation comme par exemple Abou Bakari Tandia qui en 2004 se serait donné la mort en se frappant la tête contre les murs du commissariat de Courbevoie.
Etc.
Dans certains cas, le décès suscite une enquête approfondie de la police sur les antécédents médicaux de la victime ! Cela peut mettre effectivement deux jours ! Il est bien évident que les flics responsables de ces meurtres ont, dès la première heure, porté plainte contre les victimes pour « outrage et rébellion ».
Lorsque le corps est enfin remis à la famille, c'est bien souvent là que de sérieux doutes naissent quant à la version policière. Les familles se tournent alors vers la Justice pour connaître la vérité. Dans un certain nombre de cas, l'affaire est médiatisée par un comité du type « vérité et justice ». Et là commence une très longue attente durant des années parsemée de « non-lieu », d'appel, de complément d'enquête, …
Résultats judiciaires : Sur un échantillon de 180 personnes décédées au cours d'une opération de police et considérée comme affaire classée par la Justice, une soixantaine ont été classées sans suite, une trentaine ont débouché sur un non-lieu, une dizaine sur une relaxe. Pour les condamnations : peines avec sursis pour soixante-dix cas et six condamnations à de la prison ferme dont deux policiers ayant commis leur crime « hors service ». Comme le proclament certains et certaines : « il faut croire en la Justice de son pays » !!
Concernant ces meurtres, les informations circulent de plus en plus largement, des mobilisations ont lieu et semblent ne plus se cantonner au cas par cas. C'est ainsi que le 23 mars, des manifestations ont eu lieu à travers toute la France pour protester contre les violences policières et réclamer « Vérité et Justice » pour les victimes de crimes policiers.
Sources : Article de Ludo Simbille « Bavures policières mortelles : trente ans de quasi impunité ? » publié par le site bastamag.net et bien évidemment le bulletin « résistons ensemble » : resistons.lautre.net

Brother



Gipi : le tout nouveau fichier concernant les procédures d'immigration

Par un arrêté du 14 mars, le Gipi (Gestion informatisée des procédures d'immigration) a été créé. Ce fichier permet la gestion des ressortissants étrangers ayant fait l'objet d'un refus d'admission sur le territoire français, ainsi que le suivi des amendes infligées aux entreprises de transport ayant débarqué sur le territoire un étranger non ressortissant de l'Union Européenne démuni de documents appropriés (visa ou document de voyage).

Ce fichier succède au fichier des non-admis (Fnad) qui avait été créé à titre expérimental pour une durée de deux ans. Outre des données concernant l'identité du ressortissant, le fichier contiendra des données sur les procédures de maintien en zone d'attente, de demande d'asile, de présentation devant les juridictions ou de réadmission dans l'espace de Schengen et des informations sur l'hébergement de la personne.

Utilisation probable d'un enfant par la DCRI pour les besoins d'une enquête

Actuellement dans nombre de départements, sur réquisition judiciaire, des directions académiques recherchent dans les écoles un jeune garçon de 8-9 ans. Cette demande d'identification de ce jeune garçon pourrait, d'après une circulaire de la Direction Centrale de Renseignement Intérieur, "être en lien avec les auteurs supposés d'une association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste." Cette requête est envoyée à toutes les écoles avec une photo de l'enfant à coté d'un calendrier de l'année 2010 (?) et la conduite à tenir dans le cas où l'enfant serait identifié : « Ne pas interroger l'enfant », « ne pas alerter sa famille » et « fournir à la DCRI tous les renseignements le concernant (identité, adresse, filiation, …) ». A noter qu'avec la Base Nationale d'Identifiants Elèves (BNIE) lorsque celle-ci sera opérationnelle (ce qui suppose que la résistance à Base élèves ait été vaincue par l'Etat et nous en sommes pas encore là !), la DCRI et les Directions Académiques pourront se passer de toutes ces démarches – il suffira de piocher dans cette base - et nous n'en saurons rien !

L' « intervention française » au Bahreïn

Le Bahreïn est une monarchie pétrolière du golfe persique. Elle connaît le « printemps arabe » à partir du début 2011. A ce jour, nous n'avons plus guère d'infos. Ce qui nous intéresse ici c'est la « participation » française à cette tentative de révolution. En effet le Rapport sur les exportations d'armement de la France, publié en novembre 2012, se félicite du fait que « la France se maintient parmi les 5 premiers exportateurs mondiaux ». On y apprend que la France a vendu pour plus de 26 millions d'euros d'armes à la monarchie du Bahreïn en 2011, dont 16 millions de « bombes, torpilles, grenades, pots fumigènes, mines, missiles, produits pyrotechniques, cartouches, … et 421 000 euros d'agents chimiques ou biologiques toxiques, agents anti-émeutes, substances radioactives, etc.

Résultat : Sur les 85 morts recensés de février 2011 à novembre 2012 (il y en a eu d'autres ensuite), 17 auraient été tués à coups de chevrotines, 43 seraient morts des suites de leur exposition aux gaz lacrymogènes, sans parler des centaines de blessés graves.

L'ONG Bahrain Watch a enquêté et a identifié les marchands d'armes utilisées par les policiers anti-émeutes, à partir de photos prises par les manifestants. On y trouve le marchand d'armes français « Alsetex ».

Jusqu'à fin 2012 – début 2013, « Alsetex » se présentera sur son site comme le « leader des produits pour la gestion démocratique des foules ». Sa gamme de lanceurs 56 mm a spécialement été étudiée de sorte que le diamètre des munitions soit « supérieur au diamètre de l'orbite de l'œil humain, quel que soit l'âge ou le sexe » afin de ne pas pouvoir « causer de blessure mortelle ». Ainsi, cette entreprise propose une large gamme de munitions à « effets non létaux, lacrymogène, poivre, fulgurant, cinétique, … ». Sa grenade GM2 lacrymogène « destinée au maintien de l'ordre en milieu extérieur ou intérieur … libère instantanément un nuage de gaz pulvérulent couvert par un fort effet sonore déstabilisant les manifestants ».

Du côté politique, l'été dernier Hollande accueillait secrètement le roi du Bahreïn (et, d'après Rue 89, 6 autres représentants de pays dictatoriaux dont 5 clients potentiels du système « Eagle » de surveillance Internet). D'après l'agence de presse officielle bahreïnie, Hollande et leur roi se seraient mis d'accord pour « consolider la coopération militaire bilatérale ». A noter que les forces anti-émeutes de cette monarchie ont bénéficié d'une formation à la gestion des foules et des manifestations, par des CRS français, au titre d'un accord de coopération en matière de sécurité intérieure (accord publié au JO en 2010).

Bien sûr, cette participation française à ce printemps arabe commençant à faire du bruit (un peu …), « Alsetex » a fait le ménage sur son site et le gouvernement français aurait bloqué la vente d'armes de maintien de l'ordre. Mais, il y avait des stocks…

Source : « Bug Brother », le blog du journaliste Jean-Marc Manach

GPS : espionnez votre enfant !

Voici comment la société Genicorp Creative Business, située à 200 mètres de l'Arc de Triomphe à Paris, présente sa nouvelle création : le Tracker GPS. « Mes enfants sont-ils bien arrivés à l'école ? Empruntent-ils le chemin habituel ? Des solutions de géolocalisation (technique permettant de localiser une personne ou un bien sur une carte à l'aide de coordonnées géographiques), jusque-là soumises à des infrastructures lourdes et coûteuses, sont désormais accessibles au plus grand nombre. La sécurisation des proches (enfants, personnes dépendantes) et des véhicules (scooter, voiture) devient ludique ». La publicité du tracker GPS se poursuit : « Vous êtes au bureau ou en déplacement à l'étranger, votre enfant s'écarte du parcours que vous avez prédéfini (une géozone) entre son école et votre domicile, vous recevez une alerte du tracker GPS et vous pouvez :

le suivre en temps réel sur votre application mobile de géolocalisation GeniGPS ou la plate-forme web GeniGPS

écouter si nécessaire (en mode « discret/espion ») ce qui se passe dans son environnement proche.

Revoir et analyser le scénario de son déplacement à posteriori (historique) »

Demain, avec les nanotechnologies, les parents pourront très certainement poser une poussière traqueuse à leur insu dans leurs cheveux…

Résistance à Base élèves : Victoires juridiques

Des tribunaux administratifs annulent des sanctions contre des directeur/trice/s d'école qui avaient refusé de ficher leurs élèves.

C'est ainsi que les tribunaux administratifs du Loir et Cher et de Montpellier ont annulé des retraits d'emploi de direction d'école. Puis celui de Grenoble vient d'annuler les décisions de l'Inspectrice d'Académie de l'Isère de retirer 5 journées de salaire à cinq directeur/trice/s ainsi que le retrait d'emploi de direction à deux d'entre eux.

Par contre, des sanctions et pressions se poursuivent à l'encontre de direction d'école refusant Base élèves dans d'autres départements.

Pour en finir avec l'« affaire » de Labège

Courant Alternatif a relaté plusieurs épisodes de cette « affaire ». Nous ouvrons à nouveau nos colonnes aux inculpé-e-s et leurs proches pour faire un point sur une situation figée.

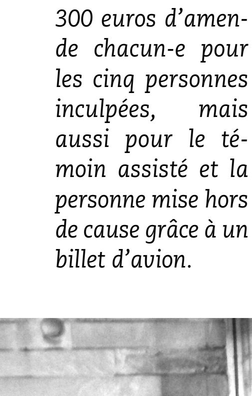
Cette banale action directe contre les institutions répressives, mince réponse à leur violence quotidienne, a déclenché cette enquête toujours en cours aujourd'hui. La justice n'aime pas que son rôle soit révélé et attaqué au grand jour, et s'attache à calmer les actes de solidarité entre oppriméEs.

Nous affirmons notre solidarité avec ce type d'action directe, comme lorsque des ouvrierEs saccagent une préfecture, des employé-E-s séquestrent leur patron, des habitant-E-s des quartiers se défendent contre une agression policière, des étudiant-E-s bloquent leur fac, des antinucléaires sabotent des lignes THT, des femmes voilées privées de carte Tisséo (métro toulousain) occupent une régie de transport, des mal-logés réquisitionnent un bâtiment, des Roms résistent à l'expulsion de leur camp, des sans-papiers brûlent un centre de rétention, des paysans déversent du fumier sur les bétonneurs…

Contre tout cela, c'est une pratique habituelle des forces de répression que de se saisir d'un prétexte pour aller défoncer des portes, arrêter des personnes et les mettre eux-elles et leur entourage sous surveillance pour une durée indéterminée. L'Etat construit des cibles, des identités chocs, du « jeune de banlieue » à l'« anarcho-autonome » en passant par le « djihadiste », afin de transformer un acte relativement banal en prémices d'un danger pour l'ensemble de la population. Si balancer du fumier était répréhensible en soi, ça puerait pour la FNSEA !!

Au final, dans la guerre de classe en cours, ce sont les mêmes qui morflent, les pauvres et les révoltéEs.

Le signal est clair : hors des clous de la résignation et de la contestation balisée, point de salut. Les attaques portées à ces « ennemiEs intérieurEs » sont des avertissements donnés à toute-s les autres qui voudraient contester l'ordre établi. Tentatives toujours amenées à se reproduire puisque les conditions d'exploitation actuelles nous poussent encore et toujours à nous révolter ou pour le moins à contourner les règles.



P.-S. : *Les résultats du procès ADN du 14 mars sont tombés : ce sera donc 300 euros d'amende chacun-e pour les cinq personnes inculpées, mais aussi pour le témoin assisté et la personne mise hors de cause grâce à un billet d'avion.*



A propos de l'enquête et des contrôles judiciaires (les passages en italique sont des copiés-collés du dossier d'instruction) :

Le dossier ne comporte que très peu d'éléments justifiant l'intervention en grande pompe du 15 novembre 2011.

Ils s'appuient d'abord sur un rapport de police dénonçant les inculpéEs comme appartenant « *à la mouvance ultra-gauche toulousaine dont un des thèmes forts défendus et dénoncés par ces militants est l'existence d'un établissement pénitentiaire pour mineurs à LAVAUR (81). Outre l'intérêt porté par ces militants à cette cause, l'éventualité de leur participation à l'action, objet de la présente procédure, est corroborée par plusieurs éléments probants :*

- le tract laissé sur les lieux par les militants fait apparaître un style et une terminologie à rapprocher des textes les plus actuels de la pensée autonome ;

- l'utilisation de produits ammoniaqués caractérise une précédente action destinée à perturber le déroulement d'une réunion d'information portant sur les nanotechnologies, autre thème récurrent pour la mouvance ultra-gauche. »

Et hop, voilà des coupables tout trouvés !!

Ensuite, il y a un pauvre sac à dos contenant des vieux papiers nominatifs, des écoutes et liens téléphoniques démontrant que certainEs sont potes, amantEs, voire colocs… Et puis il y a cinq ADN non identifiés retrouvés sur des fringues à cinquante mètres de la PJJ. C'est d'ailleurs sous le sale prétexte d'attendre les résultats des comparaisons entre ces ADN et ceux prélevés pendant la garde à vue sur les fourchettes et autres gobelets que le juge d'instruction Suc maintient quatre des inculpéEs en détention provisoire pendant deux à trois mois. Un correspondrait, selon leur labo.

Et, bien sûr, les livres, affiches, tracts, autocollants sur les frigos trouvés pendant les perquis sont utilisés pour fabriquer les profils d'anarcho-truc-trucs.

Bref, du lourd…

Depuis février 2012, rien… Enfin, pas vraiment, puisque les inculpéEs sont toujours sous contrôle judiciaire leur interdisant de se voir, d'habiter chez eux et chez elles, de sortir du territoire, et les obligeant à pointer régulièrement. Cette pression de basse intensité qu'est le CJ, censée empêcher de s'agiter, les inculpéEs comme leur entourage la refuse. Les demandes répétées de mainlevée ou de modification ont toujours été rejetées par les différentes cours d'appel et autres chambres d'instruction. Des décisions justifiées par une commission rogatoire internationale délivrée aux autorités italiennes, pour retrouver deux présumé-e-s coupables encore recherchéEs (???), et des « *risques certains de renouvellement de l'infraction du fait de leur appartenance à la mouvance ultra-gauche toulousaine* » (encore elle !!).

Cette instruction n'a que trop duré, et sert de prétexte à une mise sous surveillance de toutes les personnes qui de près ou de loin seraient en contact avec les inculpé-e-s. De proche en proche, comme un parasite, la surveillance se répand ; dans une ville comme Toulouse, ce sera bientôt l'ensemble des personnes qui s'agitent qui seront fichées dans cette affaire.

Alors, à partir d'un seau de merde jeté dans une administration et de tags, ce sont des centaines de personnes qui se retrouvent sous surveillance…

Afin de contrer l'individualisation auquel ils/elles sont confrontés dans cette histoire depuis le début, et aussi juste parce qu'ils et elles en ont tout simplement marre, les inculpéEs ont décidé collectivement de mettre fin à leur contrôle judiciaire et de le faire savoir.

Arrêt immédiat de l'instruction.
Levée des poursuites.
Solidarité avec tous les révolté-e-s

Les inculpé-e-s de Labège, leurs proches et leurs ami-es

Pour envoyer un soutien financier ou juste écrire : CAJ c/o Canal Sud nonalepm@riseup.net
40 rue Alfred Dumeril,31400 Toulouse (chèque à l'ordre du CAJ).

Où en est le processus révolutionnaire en Tunisie ?

Pour essayer de répondre à cette question, six semaines après l'assassinat de Chokri Belaïd (1), je me suis entretenu avec Habib le copain qui en 2011 avait fourni à *Courant Alternatif* deux articles sur la Tunisie. Le terme révolution ici employé n'a pas le sens que lui donne les anarcho-communistes, mais il est néanmoins utilisé car c'est ainsi que les Tunisiens désignent ce qu'ils ont fait. D'ailleurs, il s'agit bien là du seul point qui fait quasi unanimement consensus car les divergences apparaissent dès que se pose la question de savoir à quel moment a commencé cette révolution et si elle est terminée ou encore en cours.

Le 16 mars 2013 Chokri Belaïd était assassiné. Peut-on aujourd'hui préciser les conséquences de cet acte ?

L'assassinat de Chokri Belaïd ça été un choc énorme, terrible. Personne ne s'attendait à ça. L'assassinat ne fait pas partie des traditions politiques du pays. Des gens morts en prison, oui, et je considère que ce sont des assassinats, mais c'est d'une autre nature. Cela a renforcé les 3 clivages qui fracturent la société tunisienne. Ces trois clivages se superposent. Le premier, c'est celui entre la Tunisie urbaine et la Tunisie rurale. Le deuxième est entre la Tunisie des riches (celle du nord et de l'est : le Sahel(2) ainsi que la ville de Tunis et autour) et celle des richesses (l'Ouest, le centre et le sud) qui est en réalité la plus pauvre. Elle est bourrée de richesses, mais n'en profite pas puisque tout est exploité par l'autre Tunisie. C'est cette Tunisie qui est à l'origine de la révolution, mais à qui ça n'a rien rapporté. Le troisième clivage c'est celui entre modernistes (qui va des islamistes éclairés dit modérés jusqu'à l'extrême gauche en passant par la gauche et les libéraux) dont faisait partie Chokri Belaïd qui était avocat (mais pas sa famille qui vient d'une région plutôt pauvre) et non-modernistes qui (comprend des conservateurs ou non, aussi bien que des religieux ou non).

Dans CA de mai 2011, tu distinguais deux types de mobilisations, une d'ordre politique et l'autre d'ordre social. Où en sont-elles ?

Là encore, l'assassinat de Chokri Belaïd renforce et éloigne encore un peu plus ces deux processus. D'une part, le processus politique, qui se déroule à Tunis, là où sont les partis politiques, où se préparent les élections, l'écriture de la Constitution, là où il y a des manifs de rue, des pressions, le gouvernement et ses remaniements. Tout le jeu politique se fait à Tunis, cela va des revendications pour les libertés individuelles

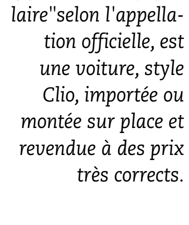
(1) Un des fondateurs du Parti unifié des patriotes démocrates qui participera à la création du Front populaire, une coalition de partis de gauche. Chokri Belaïd critiquait vivement la poussée de l'islam intégriste en Tunisie, s'en prenant aux promoteurs de ce qu'il désignait comme un « projet salafiste servant un plan de déstabilisation américano-qatari-sioniste » et reprochant au parti Ennahda au pouvoir sa complaisance à l'égard de ces mouvements extrémistes.

(2) Le Sahel tunisien est une région de l'est de la Tunisie s'étendant du golfe d'Hammamet au nord à Chebba au sud.



Avenue Habib Bourguiba, terre-plein central en face de l'ambassade de France.

jusqu'aux magouilles des politiciens pour bien asseoir leur pouvoir. D'autre part, le processus social (les revendications sociales) qu'il faut faire remonter au moins à 2008 (avec les grèves des régions minières) et qui continue encore aujourd'hui. Un processus social qui s'inscrit bien dans la répartition géographique que j'évoquais plus haut. Avant l'assassinat de Chokri Belaïd il y avait des rapprochements entre les deux processus. Il pouvaient se croiser disons matériellement dans la rue, aux manifs, aux sit-in. Au début les deux sit-in de Casbah étaient le fait de gens venus de l'ouest du centre et du sud qui ont occupé la place (le lieu géographique) du pouvoir. Chokri Belaïd était quelqu'un de très important sur la scène politique. Lui-même et son parti étaient fortement présents dans l'UGTT (le grand syndicat majoritaire avec ses quelques 750 000 adhérents). L'UGTT était l'espace commun entre les deux processus. Maintenant j'ai l'impression qu'entre eux le fossé s'est agrandi. L'assassinat de Chokri Belaïd a créé un fort bouillonnement au sein de l'UGTT qui n'est pas encore terminé. On ne sait pas encore quel processus l'emportera au sein de l'UGTT. Est-ce que ça va rester un espace commun, un pont entre le politique et le social, est-ce que ça va se scinder, comment ça va s'organiser? On le saura sans doute bientôt, mais pour l'instant rien n'est joué.



(3) La"voiture populaire"selon l'appellation officielle, est une voiture, style Clio, importée ou montée sur place et revendue à des prix très corrects.

Quoi qu'en disent certains, la révolution n'est pas finie

Non, non, non, elle n'est pas finie, elle n'a pas gagné, elle n'est pas morte. On est dedans, voilà pourquoi je parle de processus. Quand on dit qu'on a fait la révolution c'est une manière d'écrire l'histoire, de s'approprier le processus. Surtout quand on dit ça à Tunis qui n'a commencé à descendre dans la rue qu'en janvier 2011, soit bien après le reste du pays. Les "on a fait la révolution," "la révolution du jasmin", "le printemps arabe", sont des expressions qui s'inscrivent dans la même logique de récupération du processus révolutionnaire. On le déclare rapidement, pour que ça devienne en quelque sorte irréversible, que ça s'inscrive dans la tête des gens, en particulier des jeunes et des étrangers afin d'accréditer l'idée que c'est la classe moyenne qui a fait la révolution en Tunisie (classe moyenne, qui par définition est dans la région des riches). Si on accepte cette idée, alors la révolution a commencé le 8 janvier 2011. En réalité la classe moyenne a rejoint le mouvement car elle y a vu une opportunité, celle d'acquérir plus de liberté et d'espace d'action politique. Et tant mieux si elle l'a fait, car sinon l'étape de la fin de la dictature n'aurait pas réussi. Du moins ça se serait passé autrement. Je pense que Ben Ali aurait réussi à écraser complètement le mouvement. Il serait resté. Il est parti parce que ça a commencé à brûler à côté de sa maison. Si c'était resté à Sidi Bouzid et autour, il se serait maintenu, quitte à éliminer la moitié de la population. Il y a un problème mental; la classe moyenne a toujours soutenu Ben Ali car il lui donnait plein d'avantages. En Tunisie de Ben Ali, il suffisait d'être un fonctionnaire moyen pour vivre de son salaire. Il était même possible d'avoir un peu plus avec les facilités de crédits, de paiement accordés par les banques. Il était facile par exemple d'acheter une petite voiture pour pas cher(3) et en plus les facilités bancaires permettaient l'achat sur plusieurs années. Même chose pour l'achat d'un petit logement. Quand tu appartenais à la classe moyenne à partir du moment où tu ne faisais pas de politique tu pouvais faire absolument tout ce que tu voulais. Aucune limitation des libertés individuelles non politiques. Tu pouvais prier ou pas, boire ou pas, porter une mini-jupe, avoir des copines ou des copains, habiter ensemble sans être mariés, être homo, co-habiter dans un appart à deux filles ou deux garçons sans que ça pose aucun problème. Après si ça se faisait ou non c'était une question de pression sociale, mais ça pouvait se faire et ça se faisait, pas dans tous les quartiers certes, mais ça se faisait. Ça ce sont des acquis absolument considérables. Le problème de cette classe moyenne actuellement, c'est que la révolution telle qu'elle a évoluée politiquement risque de mettre tout ça en question. Si elle a bougé c'est pas seulement pour gagner des libertés mais aussi pour “protéger” et consolider celles qu'elle avait.

C'est une défense des acquis

Regarde la violence des réactions des modernistes et d'une partie de la gauche face à l'action d'Amina, cette jeune femme qui sur internet, à la manière des femen, a montré sa poitrine nue porteuse d'un slogan peint. Je ne m'attendais pas à ce que ce soit accepté, mais j'ai été surpris par la violence contre la fille elle-même et contre ceux qui l'ont défendue. L'argument c'était qu'elle provoquait les is-



En signe de protestation, des femmes font de la musique et dansent sur l'esplanade du mausolée de Sidi Bouzaid en partie détruit par des islamistes.

lamistes à qui ça allait donner une raison de plus de serrer la vis. L'autre argument beaucoup plus caricatural, faisait allusion à la mauvaise image que cela donnait de “notre pays”, de “notre identité arabo-musulmane” parce que lorsqu'on est arabo-musulman on ne montre pas ses seins. Comme si toutes les franco-chrétiennes montraient leurs seins. Mais une partie des gens qui disent ça, se revendique de gauche, laïc, athée. Je vais finir par refuser comme certains de parler de révolution dans la mesure ou une révolution ce n'est pas uniquement changer des structures politiques, c'est aussi, au moins, faire bouger, reculer, les normes, si on ne peut pas les changer définitivement dans un premier temps. Ce que je constate, c'est un renforcement des normes. Maintenant qu'on est soit disant libres, il faut se situer. Ainsi pourquoi montre-t-elle ses seins puisqu'elle est libre ? Ça va avec ce qu'on pourrait appeler une forme de nationalisme qui se renforce. Des gens qui n'auraient jamais hissé le drapeau tunisien maintenant le mettent sur l'image de leur profil facebook. Il y a la fierté d'être tunisien qui devient du nationalisme, dans le sens du rejet de l'autre. Quelque chose comme : nous on l'a faite la révolution, on est les meilleurs, on l'a faite assez vite, sans trop de morts, faites-la et après on verra. En outre, on réhabilite Bourguiba, on efface tout ce qu'il avait de dictatorial, on l'idéalise et on propage l'idée que c'est grâce à lui qu'on a fait la plus belle révolution. On entend dire : regarde ces sauvages d'Egyptiens qui s'entretuent, les Syriens c'est encore pire, les Yéménites, les Libyens n'en parlons même pas. La différence entre eux et nous c'est qu'on avait Bourguiba. Ça fait de nous un peuple élu, ce qui me rappelle des trucs.

Explique un peu pourquoi, après l'assassinat, le Premier ministre a déclaré qu'il ne resterait en poste que si on remplaçait le gouvernement actuel par un gouvernement de techniciens.

Si je veux être positif, je dirais que Jebali, connu pour être un modéré d'Ennahda, avait réalisé qu'il ne pouvait pas former un autre gouvernement qui ne soit pas dominé par Ennahda. Je pense qu'à titre personnel il a été très choqué par l'assassinat de Chokri Belaïd et qu'il soupçonne une partie d'Ennahda d'en être responsable. Jebali a passé 16 ans en prison à l'isolement et j'ai tendance à penser qu'il est empreint d'un certain humanisme et qu'après l'assassinat qui l'a choqué il a réalisé qu'il ne pouvait plus assumer le rôle qu'il considérait comme le sien jusque là, celui d'un Premier ministre d'un régime démocratique, dans une situation en train de se banaliser. La situation devenant explosive, à son avis un gouvernement politique n'était plus viable et sachant qu'il ne pouvait pas s'autonomiser par rapport à Ennahda, dont il est le secrétaire général, il a appelé à la sortie du pouvoir de tous les partis politiques et à la constitution d'un gouvernement de technocrates. Les partis politiques ont dit : “hors de question, on a pas gagné les élections pour mettre des experts à notre place”. Néanmoins une partie de la gauche a soutenu, car pour elle les experts modernistes qui font de la croissance économique en développant les grandes infrastructures, ça va dans le sens de ce qu'elle pense être bon pour le pays. Personnellement j'étais contre car cela représentait un retour au régime de Ben Ali qui en effet durant 23 ans était à la tête d'un gouvernement d'experts. Avec Jebali politicien islamiste on aurait eu un gouvernement certes d'experts, mais d'experts avec un islamiste à sa tête, donc une dictature islamiste à la façon de celle de Ben Ali qui aurait exercé son pouvoir en délégant toutes les parties techniques aux experts. Jebali n'a pas eu le courage d'expliquer sa démarche. Il n'a pas perçu combien son idée était minoritaire tant au sein d'Ennahda qu'au sein de la société. Il n'a donc pas réussi, a démissionné et ce sont les faucons d'Ennahda qui l'ont emporté.

Où en est la rédaction de la Constitution, ça a l'air de bien prendre du temps à s'écrire ?

Oui, d'autant plus qu'on a l'impression qu'elle s'écrit vraiment toute seule. Il y a deux raisons pour que ça n'avance pas. La première c'est qu'Ennahda dès le début s'est mis d'accord, bien entendu sans l'annoncer clairement, avec le parti du Président de la République et celui du Président de la Constituante pour l'adoption d'une tactique de maintien assez long au pouvoir pour montrer au peuple que quelque chose a été fait. Donc plus ça trainera, plus ce sera bien pour eux. Ils n'avaient pas prévu l'augmentation de la frustration ni bien entendu l'assassinat de Chokri Belaïd, ni vu les antagonismes réels qui pouvaient provoquer des formes de violences collectives ou individuelles très dangereuses. La seconde c'est que les membres de l'Assemblée ayant en charge la rédaction de la Constitution se sont dit qu'ils avaient le temps, même si la loi provisoire à partir de laquelle ont été organisé les élections stipulait que la Constituante avait un an pour effectuer son travail et si l'Assemblée avait été élu sur cette base. Ils se sont servis du fait que l'Assemblée est souveraine, pour décider dès leurs premières réunions de supprimer l'obligation de finir en une année. D'autre part ils ont beaucoup plus fonctionné comme Parlement habituel qui fait des lois, vote le budget, etc, que comme rédacteurs la Constitution. Faut dire que leur tâche n'est pas aisée car il a de tels antagonismes entre eux que la discussion du moindre article ne finit jamais. Maintenant on s'aperçoit que ce fut une erreur stratégique de ceux qui ont poussé à la création de cette Assemblée constituante, car si elle fait en même temps Parlement, c'est pour le moins compliqué. Il y avait sans doute d'autres solutions, mais de toute façon il n'y a pas la volonté d'aboutir.

Scylla (OCL-Lyon)



Un des murs de l'université pendant le FSM de Tunis

A'ssyan

Faisant suite aux différents événements qu'a connus la "révolution tunisienne" et à partir de 2011, des militants n'appartenant à aucun parti politique et des libertaires se sont rassemblés pour appeler au boycott des élections pour la Constituante, puis ont décidé de lancer un mouvement libertaire, le mouvement A'ssyan ou Mouvement Désobéissance. J'ai eu le plaisir de rencontrer ceux du groupe de Tunis et de m'entretenir avec l'un d'entre eux.

Nous revenons d'une action musicale sur l'avenue Bourguiba. Est-ce la première fois que vous agissez ainsi ?

Non, nous avons lancé cet événement il y a presque 10 jours. C'est un groupe musical avec des militants anarchistes, mais pas uniquement. On s'est mis d'accord avec l'ensemble du groupe pour présenter des chansons traditionnelles du groupe musical tunisien «ANSAR ESSALAM» (les partisans de la paix) qui opte pour une musique spécifique très proche de celle du groupe musicale marocain «NASS EL GHIWAN». Les chansons parlent essentiellement du problème des chômeurs et des clandestins qui entrent en Europe. Comme tu as pu le constater la centaine de personnes qui s'est rassemblée autour des musiciens et des danseurs a accueilli positivement les chansons et c'est notre principal objectif. Il y a 3 jours, lors d'une action musicale nous avons distribué notre appel à boycotter le Forum Social Mondial (FSM) ce qui a entraîné des discussions fructueuses avec beaucoup de gens.

Il y a des discours entre les chansons. De quoi s'agit-il ?

Entre les chansons, il y a reprise à haute voix des paroles des chansons, qui sont en elles-même quasiment un discours politique autour du chômage, de la police, etc. Je ne sais pas si tu as remarqué la réaction chaleureuse du public vis à vis des chansons et en particulier de leurs paroles ce qui s'est traduit par la demande, à la fin de la séance, de rechanter la chanson qui parle des chômeurs, dont le nom "Battal" signifie le chômeur.

Nous évitons généralement les discours politiques directs qui font ressentir chez les présents une supériorité de l'intervenant. Les paroles des chansons sont vraiment un discours de détresse et un appel à la révolte.

En effet, j'ai constaté que le groupe de personnes, assez diverses, qui s'étaient rassemblées avaient l'air content. Avez-vous déjà été interrompu par la police ou d'autres ?

Par la police, pas pour le moment, mais avant hier par des salafistes qui refusaient le fait que des camarades filles dansent dans la rue. A part ça, quelques nardhaouis (1) se sont présentés quand on a distribué l'Appel vis à vis du forum, qui contient des slogans appelant à la chute du système, car pour eux le système doit rester intact. On a donc presque toujours des perturbateurs : salafistes, nardhaouis et même de la part de quelques adhérents de parties de gauche électoralistes.

Les actions qui s'appuient sur l'intervention musicale se feront environ un jour sur deux avec déplacement surtout les nuits sur le campus là où il y a les tentes des participants au forum social. On compte en plus organiser une manif avec des mouvements camarades, antiautoritaires, jeunes indépendants, le 26 mars avenue Bourguiba lors de la manif officielle du Forum qui va emprunter le parcours traditionnel des manifs organisées par le dictateur Ben Ali (de la place du 24 janvier vers l'avenue Mohamed V, donc en s'éloignant de l'avenue Bourguiba). Notre cortège antiautoritaire et libertaire va se détacher et se diriger vers l'avenue Bourguiba dans l'intention de la descendre, pour affirmer qu'on a toujours le droit de manifester sur cette avenue, que c'est un droit acquis que personne ne peut nous contester(2).

Le mouvement Désobéissance a lancé un appel international au boycott du Forum Social Mondial.

Nous avons programmé le squat



A'ssyan = Désobéissance

1) Nardhaouis : partisans d'Ennahda parti politique tunisien islamiste ayant obtenu 89 députés au sein de l'assemblée constituante de 2011, ce qui en fait la première force politique du pays.
2) Tout s'est bien passé. Comme prévu un cortège dynamique et joyeux s'est détaché de la manif du FSM et a descendu l'avenue Bourguiba en scandant des slogans comme : "A, anti, anticapitaliste" ou "Forum social, forum du capital", puis a emprunté le parcours du tramway pour rejoindre le lieu d'arrivé de la manif. Les photos illustrant cet article ont été prises durant le parcours de ce cortège.



Que chute le capital !

d'un espace sur le campus où sera mis en place un rassemblement libertaire et antiautoritaire contre l'approche bureaucratique et réformiste du FSM.

Un restaurant solidaire et des actions indépendantes sont prévues à cette occasion (manifs et A.G de sensibilisations autour des vrais revendications de la révolution..., des activités musicales et de solidarité avec les blessés de la révolution, les réfugiés de Chocha (3) et autres...).

Est-ce que tu peux présenter votre mouvement qui s'appelle Mouvement Désobéissance ?

L'Instance d'action révolutionnaire «Mouvement Désobéissance» s'est constitué durant l'année 2011. Les militants proviennent d'horizons politiques et idéologiques divers. Des anarchistes n'appartenant pas à des organisations politiques, des militants de la gauche classique, des militants n'adhérant à aucun parti, qui ont en commun d'avoir compris que les bouleversements à l'échelle du capitalisme international nécessite une autre approche que celle du parti politique leader de la classe ouvrière et de l'approche marxiste orthodoxe. Beaucoup d'entre nous sont des militants qui ont quitté leurs organisations de gauche. Nous avons une vision critique des mouvements politiques marxistes qui existent en Tunisie.

On s'est trouvé sur le boycott des élections pour la Constituante en octobre 2011. On s'est rencontré dans un club où on a discuté profondément et on a décidé de lancer le courant libertaire, anarchiste, antiautoritaire tunisien. On a eu beaucoup de contacts avec des groupes, des organisations et des militants anarchistes du monde entier. On insiste toujours sur notre propre approche "tuniso-anarchiste" car après tout le bouleversement socio-économique et politique, après les "révolutions" dans le monde arabe, on ne peut plus accepter un eurocentrisme. Le mouvement révolutionnaire en Tunisie, les événement aux niveau de la lutte sociale, la richesse de l'expérience des population qui ont défié la dictature, permet aux tunisiens d'être en mesure d'éclairer ceux qui dans le monde rêvent de révolution, sur la manière de faire et sur les lacunes dont peut souffrir une mouvance révolutionnaire.

Donc dans le passé il n'y a pas eu de mouvement anarchiste en Tunisie.

A ma connaissance, toujours relative, non. Il y a eu des individus anarchistes, des militants anar au sein de l'UGTT, mais pas de mouvement politique structuré. C'est donc la première expérience organisationnelle libertaire, anarchiste et anti autoritaire en Tunisie.

Quel est l'âge des membres de votre mouvement ? Quelle est la proportion hommes/femmes ? Quelle est leur situation économique ?

Pour la plupart ce sont des jeunes qui ne dépassent pas trente ans. Il y a presque un tiers de femmes. 20-25% sont des diplômés chômeurs ou des fonctionnaires. Les autres sont étudiants ou lycéens. En plus de Tunis, on a entre autres des groupes à Bizerte, Sousse, Sfax, Kef, Sidi Bouzid On commence à s'implanter dans plusieurs grandes villes de Tunisie.

Une fédération de ces groupes est prévue pour bientôt je crois...

En 2012 nous avons tenu une grande assemblée générale pendant quatre jours en banlieue de Tunis. On a débattu essentiellement sur la déclaration de principe et l'aspect organisationnel. Cette année, le 1er mai, nous allons publier une déclaration qui sera issue du plus grand nombre possible de groupes des grandes villes c'est une démarche qui est en discussion et actuellement en délibération. On est en train de préparer notre grand meeting d'été, où j'espère le mouvement libertaire et antiautoritaire tunisien prendra un essor décisif sous la dénomination "Instance d'Action Révolutionnaire"

Au-delà d'un accord programmatique, allez vous déterminer des axes de lutte ou chaque groupe est-il déjà investi dans des luttes particulières ? Ou bien font-ils simplement de la propagande, de la diffusion d'idées ?

Nous sommes pour l'autonomie et l'indépendance des groupes, donc chaque groupe à la responsabilité d'agir en fonction de ses propres contraintes et des revendications de là où il est implanté. Par ailleurs, chaque

3) Il s'agit des réfugiés du camp de Chocha situé à la frontière tuniso-libyenne.

groupe, au niveau de sa ville, non seulement prend part aux actions au niveau social, mais encore est tenu de propager l'idée d'autogestion et d'auto-organisation qui est d'ailleurs ce qui réellement nous réuni. On partage nos expériences à l'aide d'une page facebook commune. On essaie de faire passer l'idée d'auto-organisation dans notre discours politique, en tenant compte des contraintes de chacun dans la localité où il est. On a un journal qui permet de diffuser des idées, mais aussi des camarades qui font des assemblées générales sur leur lieu de travail, dans les cités, qui participent aux manifs, aux sit-in qui ont lieu partout en Tunisie. On est pas seulement un groupe de réflexion, mais de réflexion, d'action et de propagation d'idées d'autogestion, d'auto-organisation. Ce n'est pas uniquement la théorie qui nous obsède, c'est plutôt l'aspect pratique, le militantisme direct qui fait qu'on est présent lors de tous les affrontements, de toutes les manifs, de toutes les actions de rue et ce partout.

Y a-t-il des groupes investis dans des domaines particuliers ?

Nous avons déjà deux associations de camarades. "Alerta" une association de jeunes lycéens et l'association "Féminisme attaque", constituée pour l'essentielle de camarades féministes. Cette organisation de jeunes femmes milite pour la cause des femmes et pour l'autogestion et l'auto-organisation.

Ce sont deux associations indépendantes et autonomes. Le Mouvement Désobéissance n'intervient pas dans les prises de décision ni dans la mise en place des programmes d'action de ces deux associations.

Les militants syndicalistes du mouvement sont des adhérents de l'UGTT (le plus grande syndicat Tunisien avec quelques 750 000 adhérents) bien que le caractère bureaucratique de cette organisation syndicale est à dénoncer, ce que nous ne manquons pas de faire.

Une fois que vous que vous allez avoir fédéré les différents groupes du Mouvement Désobéissance, avez vous dans l'idée d'impulser un pôle anticapitaliste et antiautoritaire ?

C'est un de nos objectif à l'occasion du FSM. On vient de lancer un appel, pour la coalition des libertaires, des antiautoritaires, des forces révolutionnaires tunisiennes contre le régime et pour soutenir toute action révolutionnaire. On ne se considère pas comme les uniques révolutionnaires du pays, ni même comme les uniques représentants du courant libertaire et anarchiste du pays, et on veut agir avec les autres composantes pour fonder une approche antiautoritaire, anarchiste, qui soit décisive au niveau de la lutte directe (sit-in, manifs, affrontements), socio-économique et politique. Réellement les sit-in et les affrontements qui ont eu lieu dans toutes les régions de Tunisie étaient des luttes de militants indépendants jamais encartés dans des partis politiques. Et ce sont eux qui ont payé cher en étant blessés ou emprisonnés. Les militants politiques en général après un coup de sifflet prenaient la fuite. On veut donc rassembler ces militants indépendants libertaires qui ne sont pas liés aux calculs d'ordre politiciens.

Un mot pour finir.

Je dirais que le champ pour la création d'un mouvement libertaire anarchiste et antiautoritaire est très fertile, le mécontentement des jeunes, des ouvriers, de beaucoup de militants des partis de la gauche traditionnelle est palpable. C'est une réalité des événements révolutionnaires qu'a connue la Tunisie.

Comme mes camarades, j'insiste sur le principe de notre indépendance, de notre autonomie, vis-à-vis des mouvements internationaux bien que nous souffrions d'un manque de moyens logistiques alors que les politiciens de gauche comme de droite ont d'énormes moyens financiers, médiatiques et logistiques.

Tunis le 26 mars 2013
Scylla (OCL-Lyon)

Mouvement Désobéissance Déclaration de principes

Le mouvement Désobéissance est un mouvement libertaire et anti-autoritaire. Il lutte contre le capitalisme et
ses appareils autoritaires. Il vise l'auto-organisation des peuples, et l'auto-gestion généralisée, directe, de la
vie et des richesses produites. Le mouvement Désobéissance lutte pour:

- **Appuyer la mobilisation révolutionnaire à travers toutes les formes de résistance.**
- **Impulser l'auto-organisation des masses exploitées en appuyant leur autonomie vis-à-vis des organisations centralisées et autoritaires.**
- **Abolir l'État (la répression, la bureaucratie ... etc) et le Pouvoir central, pour son remplacement par l'autogestion directe, l'auto-administration des ressources et de la vie.**
- **Le dépassement de la représentation indirecte issue des rares scrutins électoraux, vers une démocratie directe, seule capable répondre aux besoins de la société et de gérer ses ressources dans la justice sociale.**
- **Unifier les forces libertaires en Tunisie et coordonner leur action pour l'accomplissement des tâches de la révolution.**
- **L'abolition de toute forme d'oppression et de discrimination pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes, et entre toute autre minorité humaine.**
- **Résister à toutes les formes de colonialisme et d'exploitation capitaliste; soutenir tous les mouvements de libération dans le monde, et celle du Peuple palestinien en particulier.**
- **Consacrer une culture libertaire, anti-autoritaire et critique, en rupture avec toute forme de pensée dogmatique et absolue.**
- **Consolider les tâches révolutionnaires et agir sur le terrain avec ceux qui les adoptent et se mobilisent à les réaliser.**
- **Rompre avec toute forme d'organisation hiérarchique et bureaucratique; affirmer le principe du dialogue libre et de la décision collective dans tous les sujets en dépassant les systèmes autoritaires du centralisme démocratique et la passivité des spectacles du vote.**
- **Contre toutes les formes de patriarcat au nom de la compétence, de l'expérience, de l'âge ou d'un quelconque symbolisme, pour affirmation de l'alternance des responsabilités: le mandat impératif, et le droit à la différence.**

Les militant-e-s de désobéissance sont des individus libres et indépendants dans leurs initiatives, ils se veulent créateurs de nouvelles expériences collectives

Le mouvement désobéissance est une composante du mouvement révolutionnaire. Il n'a ni pouvoir ni autorité sur les classes populaires qui mènent le mouvement. Le mouvement Désobéissance se place au sein du mouvement révolutionnaire, et il essaie de mettre à sa disposition des outils théoriques de compréhension, et d'action pratique. Il se dissout une fois que l'auto-organisation des masses exploitées prend forme.

Mouvement Désobéissance

Grillo, un Coluche Italien ?

C'est entendu, Beppe Grillo, considéré comme le grand vainqueur des dernières élections législatives italienne, est à la fois un populiste et un nouveau Coluche… ou les deux en même temps. De tels qualificatifs ne sont peut-être pas faux, mais répétés à l'envi par la quasi-totalité des observateurs ayant pignon sur rue, ils deviennent à ce point des lieux communs qu'ils méritent qu'on s'y attarde un peu.

PETIT RETOUR SUR QUELQUES SPÉCIFICITÉS ITALIENNES

De toute l'Europe occidentale l'Italie est le pays où la participation électorale a été la plus élevée pendant les décennies qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale. C'est sans doute un cliché de dire qu'on y discute « politique » à tous les coins de rue, et même sur les places jusqu'à tard dans la nuit, que les voyageurs d'un même compartiment qui ne s'étaient jamais vus une heure auparavant vont se mettre à « parler politique » pour tuer le temps, mais c'est quand même une réalité si on s'en tient à cette politique qui considère les joutes électorales un peu comme un sport, et dieu sait (ou ne sait pas) que la péninsule est la patrie des paris sportifs.

De 1948 à 1976 les abstentions oscillent entre 6 et 8 %. Mais à partir de cette date elles vont progressivement augmenter jusqu'à atteindre le record de 25 % aux élections de 2013 qui nous occupent ici. Que s'est-il passé ? Dans cette première période, l'Italie sort du fascisme, de la guerre et de la résistance. Deux grandes formations se partagent le fromage, le Parti communiste italien et la Démocratie chrétienne (DC). Le Parti socialiste, d'abord allié dans l'ombre du puissant PCI, tentera ensuite de retrouver quelques couleurs en s'alliant avec la DC, mais toujours comme second couteau. Il fournira quand même au pays, de 83 à 87, un président du Conseil, Bettino Craxi qui devra, par la suite, condamné à 27 ans de prison, prendre la fuite en Tunisie pour échapper à la justice !

Au-delà de convictions souvent assez fortes, dans cette première période, le vote pour tel ou tel camp est en même temps une affaire de clientèle qui va bien au-delà de la fidélité idéologique à un parti au sens étroit du terme. C'est aussi une histoire, un quartier, une région, une famille. On est issu de la résistance ou non, on est anticommuniste ou pas, on est tous un peu catholique quand même, si bien que les affrontements, tout rudes qu'ils puissent être, se résolvent souvent comme ceux qui opposent Don Camillo et Peppone au cinéma ! Le clientélisme c'est aussi l'emploi par le contrôle d'une région ou d'une ville, les petits ou grands services rendus, et en toile de fond une mafia qui avait *in extremis* choisi la Résistance et qui maintenant retrouve la place qui convient à ses intérêts qui se confondent le plus souvent avec ceux de la DC pour contrôler l'appareil d'Etat. Dans ce contexte il était hors de question de ne pas voter, dès lors que les deux grandes Eglises, la catholique et la stalinienne appelaient à se rendre aux urnes. D'autant que le pays sortait de 20 années de fascisme et de privation totale d'expressions politiques dissidentes et d'élections qui sont souvent le prétexte à élever la voix. La manne du plan Marshall destiné à faire redémarrer les affaires et à lutter contre le communisme, assurait une croissance de 6% par an à partir de 1949 en faisant redécoller les grandes industries, en particulier sidérurgique et automobile (avec comme conséquence directe le développement d'une classe ouvrière fournissant une base au PCI, on n'a rien sans rien !) Le redressement économique faisait progressivement sortir le pays de la misère dans laquelle il était plongé dans l'immédiat après guerre et faisait souffler un vent d'optimisme très éloigné du désenchantement actuel. Les partis n'étaient pas discrédités, bien au contraire.

A la fin des années 70 et au début de la crise, éclatent des affaires de corruptions qui se multiplieront la décennie suivante provoquant un divorce progressif d'une partie de la population avec la classe politique. Le mai rampant de 68-69, les années de plomb qui suivirent, les tentatives de complots militaro-fascisto-états-uniens, les rapports fusionnels entre la mafia et la DC vont avoir raison de la configuration politique du pays. D'autant que les juges qui lancent l'opération



mani pulite au début des années 90 font apparaître que la corruption est généralisée et que le système de financement des partis touche l'ensemble de ces derniers (DC, Parti socialiste, petit parti libéral, etc.) à l'exception du PCI.

Le PCI, lui, est miné idéologiquement de l'intérieur. Seul parti communiste à critiquer l'intervention soviétique de 1956 en Hongrie, il tente de théoriser la polycentralité de la stratégie communiste, c'est-à-dire la non obligation de s'aligner systématiquement sur Moscou. Berlinguer tente de valider un « compromis historique » à la fin des années 70 c'est-à-dire un recentrage vers une partie de la démocratie chrétienne. Il a beaucoup été dit que ce rapprochement avait échoué à cause de l'exécution du dirigeant démocrate chrétien Aldo Moro par les Brigades rouges. Une explication un peu courte ! En effet un tel changement de cap ne pouvait que créer de grosses dissensions internes d'autant que l'indépendance du PCI vis-à-vis de l'URSS reste alors très théorique puisqu'il continue de recevoir du grand frère des millions de dollars de subsides et que l'allié potentiel, la DC, est déjà gangrené par la révélation des « affaires » ! Le grand écart s'avère impossible et la chute du mur de Berlin puis de l'URSS va précipiter celle du PCI qui se dissout en 1991 en donnant naissance à deux formations, le PSD, social démocrate, et Réfondation communiste qui, à sont tour, se scindera en deux.

La démocratie chrétienne, affaiblie puis achevée par les inculpations et les révélations qui pleuvent en cascade se dissous (pas officiellement cependant) à son tour en 1994 et éclate en plusieurs partis.

Ainsi, l'opération *Mani pulite* révélant la corruption généralisée et l'effondrement du mur de Berlin auront raison des deux rocs de la vie politique italienne de l'après guerre qui disparaissent. Comme le troisième petit larron, le parti socialiste, qui se dissout lui aussi en 1994 suite à la condamnation et à la fuite de son dirigeant principal, Bettino Craxi. En trois ans les principaux acteurs de la vie parlementaire italienne depuis la guerre se sont évaporés.

Dès lors la voie est libre pour de nouvelles aventures.

UN PAYSAGE POLITICIEN QUI SE REDESSINE

De nouveaux mouvements avec de nouvelles têtes émergent dans le paysage politique. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi qui prend de l'ampleur au début des années 90, Berlusconi et Forza Italia dès 1994 et, en 2009, le mouvement 5 étoiles (M5S cinque stelle : eau, environnement, transport, réseaux et développement). L'abstentionnisme de se renforcer lentement mais sûrement au cours de ces années et si, en 2008, il y a avait encore 80 % de votants ce sont en 2013 un quart des électeurs qui ne se sont pas déplacés.

Du côté des défaits, Berlusconi (à propos de qui certains observateurs ont parlé de victoire étant donné son retour surprise), qui, avec ses dix millions de voix en perd quand même 7 par rapport à 2008 et ce malgré son rabibochage de dernière minute avec la Ligue du Nord. Le centre gauche de Bersani (un ex-communiste) avec moins de 8 millions en perd 3. Encore plus perdant avec 10 % l'austère Mario Monti, l'homme chargé par l'Europe un an auparavant de prendre toutes les mesures de rigueur que le patronat réclamait (réforme des retraites, flexisécurité, taxes plus élevées) et de redonner confiance au marché financier. Soutenu à ses débuts par la Confindustria (le medef italien) Berlusconi avait été lâché par elle à cause de son style et des casseroles qu'il traînait derrière lui, jugés néfastes à la crédibilité de l'Italie pour relancer la croissance. Le soutien de l'organisation patronale accordé au début à Monti ne dura qu'une partie de sa mandature à cause du départ de la FIAT, premier employeur d'Italie, qui exigeait que la confédération mette fin aux accords de branche qu'elle était tenue de respecter en vertu d'accords avec le syndicat. Or le pdg de Ferrari et de Fiat, sur une ligne de déréglementation encore plus dure que celle du reste du patronat, faisait partie du staff de Monti (aux côtés d'ailleurs de l'ex-président du Parti néo-fasciste italien, Gianfranco Fini devenu entre temps ministre des affaires étrangères de Berlusconi). Il a payé cash.

Du côté des vainqueurs : l'abstention dont nous avons parlé, mais aussi le mouvement 5 étoiles qui à obtenu environ 25 % des voix dans les deux chambres. Un mouvement qui avait déjà conquis 4 villes, dont Parme, lors des municipales de 2012.

POPULISME ?

C'est une constante : lorsqu'émerge sur la scène politique un ovni qui fissure le bi ou tri-partisme (déjà bien entamé !) qui semblait présider de toute éternité à la destinée d'une démocratie parlementaire ronronnante, aucune voix ne manque à l'appel pour évoquer une poussée populiste. Un mot qui sonne comme une condamnation et qui est devenu un passe-partout répulsif, utilisé comme son frère le « fascisme ». C'est en fait une manière de s'exonérer de toute ressemblance avec lui et de ne pas pousser trop loin les investigations qui pourraient susciter des vocations pour établir des comparaisons ou même des filiations entre le nouveau et l'ancien. On le voit bien en France où l'ultime arme idéologique entre les mains de l'establishment politicien c'est de brandir le danger populiste pour sauver la démocratie parlementaire. Mélanchon, Artaud, les gauchistes, en somme tout ce qui bouge et qui sort ou est soupçonné de sortir des cadres prémâchés, dans le même sac avec le Pen ! La ficelle est grosse mais c'est la seule qui sera utilisée lors des prochaines échéances électorales pour à la fois sauver le systme et conjurer des révoltes pourtant légitimes.

Qu'est-ce que le populisme ?

Si on s'en tient à quelques caractéristiques acceptées par tout le monde c'est un courant politique qui s'en prend aux élites et en appelle au peuple, en proposant démagogiquement des solutions qui paraissent de bon sens et applicables très vite.

Jusque-là, en simplifiant un peu, il est possible d'y classer les idéologies révolutionnaires socialistes, communistes ou anarchistes. Ce que les laudateurs de l'ordre capitaliste ne se privent pas de faire. Et pourtant il y a une différence de taille entre toutes les formes de populisme et les projets d'émancipation sociale, ce sont les références de classe que le populisme exclu toujours. Selon ce dernier il y a certes coupure dans la société mais elle est entre le peuple et les élites qui peuvent être tour à tour ou ensemble la classe politique, des groupes de pression économiques ou même ethniques, mais jamais la bourgeoisie comme possesseur des moyens de production. Le peuple n'est jamais le prolétariat et rarement la classe ouvrière.

Selon Grillo la société italienne est divisée en deux blocs. Dans le premier, celui auquel il s'adresse, on trouve « les millions de jeunes sans avenir, précarisés et possédant un diplôme universitaire » qui veulent « qu'ils s'en aillent »… mais pour prendre leur place. On trouve aussi pêle-mêle tous les exclus, les petits retraités, les gens écrasés par la lourdeur des taxes ainsi que les petites entreprises qui sont menacées de faillite à cause de la gabegie et des impôts.

L'autre bloc est composé des « nantis ». Et les nantis sont ceux que Juppé désignait comme tels lors du mouvement des retraites. Ce sont les salariés encore un peu protégés comme les fonctionnaires qui s'accrochent à leur beefsteak, les retraités qui arrivent à vivre, en même temps que les fraudeurs fiscaux ou les différents lobbies conservateurs et les vieux politiciens scotchés à leurs prébendes . Mais ce ne sont jamais les grandes entreprises capitalistes. Une seconde coupure recoupe la première, c'est celle entre les jeunes et les autres. Les jeunes exclus et les autres qui s'accrochent à leurs privilèges.

Et en ce sens Grillo est vraiment un populiste. Il ne cherche pas à unir les exploités contre les exploiteurs mais à les diviser.

Le populisme fait appel au peuple mais à un peuple qui n'est pas capable de se sauver par lui-même et le seul mouvement qu'il est capable de créer c'est une adhésion massive au leader et à son parti. Le populisme fait appel à une figure charismatique, un sauveur qu'il faut suivre pour « se libérer ». Traditionnellement ce mouvement d'adhésion se manifestait par les urnes et dans la rue, maintenant c'est aussi par des canaux médiatiques comme internet, jamais par des mouvement d'auto-émancipation. Grillo, qui a passé une partie de sa vie à cracher sur les medias leur doit une bonne part de son succès. Là encore le populisme est à l'opposé des projets socialistes d'émancipation. Et bien sûr le M5S aussi.

GRILLO ET SON PROGRAMME

Beppe Grillo est un imprécateur qui manie un discours à plusieurs facette selon le lieu, le moment et à qui il s'adresse.

L'électorat du M5S est jeune et souvent issu de cette génération « 1000 euros » (rappelons-nous à titre de comparaison qu'en Grèce on parlait de « génération 600 euros !) qui veut exprimer son opposition au « technicien » (lisez technocrate) Monti nommé par l'Europe pour imposer les mesures d'austérité alors que, en un an, le chômage a grimpé de 8 à 11 % (de 30 à 37 % chez les jeunes !), et que les pauvres sont maintenant officiellement 10 millions (sur 60 millions d'habitants). Grillo propose alors un revenu minium, une diminution des dépenses militaires, la réduction du salaire pour les hommes politiques, de sortir de la zone euro (avant de se rétracter). Il met en plus en avant un certain nombre de revendications qui sont dans l'air du temps et qui peuvent séduire les sensibilités écologistes ou indignées présentes chez ces jeunes diplômés sans travail : réduction des rejets de CO2, arrêt des grand projets comme la LGV Lyon-Turin, favoriser les transports collectifs et publics, et, cerise sur la gâteau, il est favorable au mariage gay.

Mais il n'oublie pas quand même pas qu'il doit séduire une partie de l'électorat de Bossi et de la boutique en difficulté. Il se prononce pour le maintien de l'interdiction du droit du sol pour les enfant d'immigrés, et ouvre la porte au centre social néofasciste *casapound* en disant que « c'était mieux que Monti » et que la lutte antifasciste « n'était pas son problème »

Mais ce qui le rend le plus populaire c'est de crier ouvertement contre le gaspillage et c'est dans les mesures qu'il préconise pour l'éradiquer, en quelque sorte son programme économique, que l'on voit le plus clairement dans quel camp il se situe. Il n'est pas seulement un « populiste » mais se positionne clairement du côté des intérêts de la restructuration capitaliste : il cible l'ensemble des acquis sociaux obtenus dans l'après guerre par le rapport de forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Il veut réaliser des coupes sombres dans le secteur public, supprimer les organismes de réglementation relevant de l'Etat pour privatiser davantage et en particulier dans l'enseignement qu'il voudrait davantage lié aux entreprises. Il opère une différentiation entre les « soins essentiels » qui seuls seraient bien remboursés et d'autres qui relèvent selon lui d'une prévention au « premier degré » : autrement dit mener une vie saine (son côté écolo). Il a proposé la suppression pure et simple des syndicats actuels préférant, comme Mussolini, des syndicats corporatiste, c'est-à-dire des rouages de l'Etat chargés d'organiser verticalement la société

ALORS, UN NOUVEAU COLUCHE ?

Grillo a été souvent comparé à Coluche (qui avait envisagé de se présenter à la présidentielle française de 1981). Un comique qui entre en politique. Il est vrai qu'en 1985 ils ont joué ensemble dans *Le Fou de guerre* de Dino Risi dans lequel Grillo tentait d'écarter un Coluche à demi cinglé du commandement d'un camp militaire. En 1987 le comique est viré de la télé publique italienne pour avoir brocardé le chef du gouvernement, le socialiste Bettino Craxi. Au début des années 90 il est un des rares opposants à la « berlusconisation » du pays en multipliant les sketches contre le « Cavaliere ».

Mais la comparaison s'arrête là. Coluche est profondément marqué par la « culture contestataire soixante huitarde » qui irrigue encore la société française au plus fort de sa popularité. Même au deuxième ou troisième degré, ses sketches ne souffrent d'aucune ambiguïté. Sa cible favorite, comme chez Reiser ou Cabu c'est le « beauf ». Grillo, lui, EST un « beauf » qui ne dédaigne pas multiplier les sorties xénophobes et homophobes en traitant certains de ses adversaires politiques homo de « tapettes » et en multipliant au premier degré des gestes obscènes. Il considère le sida comme « la plus grande farce du siècle et le HIV une chimère… ce sont les industries pharmaceutiques qui ont créé le virus ! »

En fait s'il fallait le comparer à quelqu'un sur la scène française des amuseurs, ce serait plus à Patrick Sebastien ou mieux à Jean-Marie Bigard, qu'à Coluche qui était clairement de l'autre côté de l'échiquier politique. Son mouvement 5 étoiles va évidemment s'effilocher au fur et à mesure que les ambitions des nouveaux élus s'affirmeront contre leur mentor. Il aura été un révélateur de la crise institutionnelle que l'Italie traverse dans une période de crise économique pro-

fonde et d'incapacité des luttes à y répondre globalement.

UN MOUVEMENT QUI NE PARVIENT PAS A TROUVER SON ESPACE

Force est de constater que l'Italie occupe hélas une place à part dans le panorama des luttes contre l'austérité en Europe occidentale. Pas ou peu de grandes manifestations comme en Espagne ou au Portugal. Pas de mouvement d' « indignés », pas d'émeutes anarchiste comme en Grèce, pas de successions de grosses manifs syndicales contre la réforme des retraites comme en France. L'Italie semble la grande absente des révoltes qui ont secoués ces dernières années le bassin méditerranéen. Comme le dit le collectif Wu Ming (http://www.wumingfoundation.com/) dans un texte qui circule sur le net « le mouvement 5 étoiles a défendu le système » : « Nous n'avons pas eu de place Tahrir, nous n'avons pas eu de Puerta del Sol, nous n'avons pas eu de place Syntagma ». Les luttes significatives et importantes qui ont eu lieu dans la péninsule, et il y en a eu (voir ci-dessous deux exemples parmi bien d'autres), sont restées circonscrites localement et n'ont jamais pris sens au niveau péninsulaire. Nous avons relaté dans *Courant alternatif* celle contre le TAV dans le Val de Suse, celle des habitants de Tarente contre un désastre écologico-industriel qui, en dehors de leur aire d'origine ne sont jamais parvenues à provoquer un écho actif en dehors des milieux militants.

Et pourtant il est à peu près certain qu'une majorité des classes populaires est opposée à ces projets (nous y ajoutons celui qui prétend relier la Sicile au continent par un pont gigantesque !) et considère les patrons des grands groupes sidérurgiques comme des assassins et des voyous. Certain aussi qu'elle ne porte pas dans son cœur les politiques européennes d'austérité (Mario Monti en a fait les frais). Cependant tout cela reste encore « en dedans » et ne parvient pas à s'exprimer collectivement. Il y a comme un blocage de la protestation. Et, du coup, comme on ne passe pas du « dire » au « faire » au cœur même du social, un Grillo qui dit beaucoup (qui gueule, même !) mais surtout de ne rien faire sinon de le suivre parce qu'il fera, lui, trouve un espace qui lui permet de conforter cette situation en maintenant la chape qui la fige et permet de renforcer le système.

jpd

Deux luttes dures de janvier 2013, où les directions ont dû reculer et où ce sont des formes de lutte autonomes qui ont été gagnantes.

L'absence de mouvement visible d'ensemble en Italie ne signifie évidemment pas que la lutte des classes est restée au vestiaire ! Manque peut-être un déclic pour que ces étincelles mettent le feu à la plaine, comme avait dit l'autre.

ÇA BOUGE DANS LA LOGISTIQUE DE LA DISTRIBUTION…

D'abord un mouvement de grève avec piquets, affrontements avec les flics et licenciement des « meneurs », dans un centre logistique de stockage utilisé surtout par la société Ikea à Piacenza (entre Parme et Milan). Essentiellement des immigrés dont une grande partie d'Egyptiens. Les travailleurs de cette plate-forme sont en fait employés par des « coopératives » de sous-traitance : à l'heure où l'autogestion revient comme une référence magique chez les anars et certains gauchistes (ou ex-), c'est bien d'évoquer ce simple fait.

Ils se battaient surtout sur les conditions de travail (chargement-déchargement), les heures non payées, etc. Une lutte intéressante car elle a provoqué un mouvement de solidarité, localement et dans d'autres villes, avec des rassemblements devant les magasins Ikea, une campagne de dénonciation, des appels au boycott, au piratage du site Internet, etc. Un mouvement soutenu par le syndicat de base Cobas (et contre les « grands » syndicats), dans lequel les grévistes se sont reconnus et veulent pouvoir s'organiser sans risquer le licenciement. Avec aussi le soutien de réseaux extra-syndicaux de militants de diverses mouvances…

Ils n'ont pas gagné sur les revendications à l'origine du mouvement mais ont imposé la réintégration de 9 licenciés. Le consortium des coopératives et Ikea ont dû céder et on peut penser que les travailleurs seront en meilleure situation pour arracher d'autres exigences.

La lutte dans le secteur de la logistique concerne maintenant une grande partie du territoire italien. Fin mars une grève de 24 heures appelée par les cobas a bloqué une grande partie des entrepôt en Italie du nord. Les revendications portaient sur l'arrêt des changements continuels de contrat, contre l'exploitation d'une main d'œuvre étrangère (1) non déclarée, pour l'établissement de contrats avec un statut bien défini et des augmentations de salaires assorties de meilleurs protections sociales (il faut savoir que les travailleurs de coopératives sont souvent forcés de devenir des « associés » ce qui signifie des dépenses-cotisations supplémentaires et un minimum de protection sociale. La grève a mis en mouvement des milliers de travailleurs (Milan, Padoue, Piazenza, Vérone et Bologne) et à Anzola, près de Bologne, les travailleurs ont été attaqués par la police (3 blessés). Pendant les jours qui ont précédé la grève, de nombreuses intimidations physiques se produisirent à l'encontre de militants des cobas. Un responsable national s'est même vu interdire de présence à Piazenza (Ikea).

Il est à noter que la CGIL n'a pas levé le petit doigt pour soutenir ces grèves… évidemment puisqu'elle est liée politiquement à l'une des plus grosses coop dont le slogan de vitrine est « La COOP c'est vous » et qui se plait à multiplier les déclarations selon lesquelles une coop c'est par nature autrement plus social que les structures classique.

… ET AUSSI À L'HÔPITAL DANS LA SOUS-TRAITANCE

Ensuite, une grève contre les licenciements de travailleuses du nettoyage dans un hôpital de Pise. 78 sur 306, soit 25% d'entre elles devaient être licenciées suite à des coupes budgétaires de 5%. Elles n'ont pas du tout apprécié. Leur boîte, c'est la Sodexo, sous-traitant du nettoyage dans cet hôpital. Après des semaines de bagarres, de cortèges dans l'hôpital (très années 70), de blocages, la création d'un *presidio* (piquet permanent), d'interventions dans les meetings électoraux, dans les manifs syndicales, l'occupation d'un bureau à côte des urgences… elles ont gagné : aucun licenciement et une réorganisation des équipes pour que tout le monde continue le job. Pas mal, pour 3 mois de lutte.

Et en plus, elles (du moins les 70 d'entre elles qui étaient syndiqués) se sont barré de la CGIL (de la santé), et ont fait la pub autour de cette rupture. Là aussi, elles ont été soutenues par les Cobas mais ont semble-t-il décidé de s'organiser de manière indépendante, dans une "Associazione Lavoro e Dignità".

(1) La loi dite Bossi-Fini (la ligue du Nord et l'ex fasciste) exige du travailleur émigré d'avoir un travail pour avoir le droit de rester en Italie. Là comme ailleurs, cela oblige ce travailleur a avoir recours à de faux papiers, ce qui, du même coup, fourni une main d'œuvre docile au patronat, même « coopératif !

Grève chez Dacia Roumanie

Rien ne va plus en Roumanie pour le groupe Renault et sa marque low cost Dacia. En effet, les ouvriers de l'usine de Mioveni ont fait récemment grève pour demander une augmentation de salaire de 25 %. En réponse, la direction de Dacia a menacé de délocaliser au Maroc si les employés se remettaient en grève.

Renault a visé juste avec sa marque Dacia, qui produit ses autos pour l'Europe en Roumanie. Mais puisque Dacia connaît le succès, il est normal pour les ouvriers de demander leur part du gâteau et de voir leur salaire augmenter un peu plus. C'est justement pour cette raison que ces derniers se sont mis en grève le mois dernier, pendant une journée et demie. Ils demandent que leur rémunération actuelle de 3965 nouveaux Leu (900 €) soit augmentée de 25 %. Chez Renault et Dacia, on est forcément contre cette demande, le groupe français n'étant prêt à accorder qu'une hausse de seulement 9 %. Du coup, les ouvriers du site de Mioveni sont actuellement en négociation avec la direction locale de Dacia et menacent de se mettre en grève à nouveau pour inciter Dacia à considérer leur demande.
De son côté, Dacia joue sur la corde sensible de la délocalisation. Les dirigeants de Dacia annoncent que si une nouvelle grève est conduite, l'activité de l'usine pourrait être délocalisée au Maroc. En effet,, Dacia possède une usine toute neuve au Maghreb et sa capacité est de 400 000 véhicules par an. Pour le moment, le site est loin de sortir un tel nombre de véhicules, du coup, une délocalisation de l'ensemble des productions Dacia de Roumanie vers le Maroc est envisageable, techniquement parlant.

Rappelons enfin que le salaire moyen roumain est de 2100 nouveaux Leu, soit 478 €. Dacia est actuellement le premier exportateur du pays, alors autant dire que si l'activité de l'usine de Mioveni était délocalisée, ça serait un gros coup dur pour le pays.
Finalement, la main d'œuvre bon marché des pays de l'Est commence à évoluer et son niveau de vie augmente. L'affaire ne serait donc plus aussi intéressant qu'elle ne l'était dix ans auparavant pour les constructeurs européens occidentaux.

Campagne de solidarité avec les Anarchistes contre le mur

Les Anarchistes contre le mur (AATW - http://awalls.org/) est un groupe d'activistes israéliens impliqués dans la longue lutte en cours pour les droits des Palestiniens. Ils militent plus spécifiquement avec le but de rejoindre les communautés palestiniennes dans leur lutte pour démanteler le mur de séparation israélien. Leur travail, en collaboration avec des partenaires, a été reconnu en 2008 lorsqu'ils ont remporté la médaille Carl von Ossietzky (attribuée aux citoyens ou aux initiatives faisant avancer les droits fondamentaux).
Ils maintiennent un niveau intense de protestation depuis maintenant 10 ans et les communautés qu'ils soutiennent ont continué à résister malgré la souffrance engendrée par la perte de 20 camarades et d'innombrables blessés. Ce courage est une source d'inspiration et les Anarchistes contre le mur refusent de suspendre leur soutien. Ces deux dernières années, AATW a été soumis à une vague croissante d'agressions contre des militants anti-occupation en Israël et en Cisjordanie, combinée à une campagne de persécution et de délégitimation.

Ils ont la chance d'avoir une équipe dédiée d'avocats qui travaillent sans relâche pour représenter les militants arrêtés lors de manifestations et d'actions. Entre 2009 et 2012, cela représente plus de 150 Israéliens et plus de 250 Palestiniens défendus, dont 50 mineurs. Il est crucial que l'équipe juridique continue à travailler pour le mouvement, mais le coût des procès exige une lutte de tous les instants pour financer leurs défenses.
Merci de les aider à assurer aux Palestiniens et aux Israéliens qui luttent pour la justice qu'ils seront défendus face au système judiciaire civil et militaire.
Ecrire à l'IFA (International des Fédérations Anarchistes) en envoyant vos chèques (à l'ordre de SEL, « soutien AATW » au verso) à :
Société d'Entraide libertaire (SEL) c / o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.
IBAN : FR7610278085900002057210175 (virement)

Une semaine de grosse répression contre la CREA

Cette semaine, la Préfecture de Haute-Garonne, la Mairie, l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) ont lancé une offensive jamais vue contre la Campagne de Réquisition, d'Entraide et d'Autogestion (CREA).
Lundi matin, plus de 150 flics en compagnie de la Sous-Direction de l'Information Générale (SDIG) sont venus expulser deux personnes d'un bâtiment de la CREA. Le mercredi s'est tenu au tribunal administratif le procès du bâtiment appartenant à l'OFII dans lequel sont logés 34 adultes et 16 enfants de la CREA. Au cours de ce procès étaient présents deux agents de la SDIG pour mettre la pression aux juges, n'hésitant pas au passage à photographier et filmer des membres de la CREA.
Vendredi, le tribunal administratif a rendu sa décision dans le procès de l'OFII : expulsion sans délai de tout-e-s les habitant-e-s.
Le même jour, la Mairie de Toulouse a assigné quarante personnes habitant au centre social autogéré situé 2 rue du Faubourg Bonnefoy et leur a commandé de quitter les lieux.
Pendant ce temps-là, au Tribunal de Grande Instance, les juges ont fait un exemple à la demande du procureur contre trois membres de la CREA : un mois de sursis chacun, 2400 euros d'amende et 5 années de mise à l'épreuve pour de prétendues dégradations qui couvraient en réalité une expulsion illégale d'une maison réquisitionnée en novembre dernier.
Au même moment, au Tribunal d'Instance, des familles avec enfants vivant au 42 rue du Faubourg Bonnefoy passaient en procès au cours duquel le propriétaire a demandé l'expulsion sans délai. On s'attend au même verdict que celui du tribunal administratif car depuis plusieurs mois, le tribunal d'instance se refuse à accorder les délais légaux aux personnes vivant dans les bâtiments de la CREA.
Le soir, une autre maison de la campagne où vivent quatre adultes et deux enfants est aussi assignée devant le tribunal d'instance.
En une semaine, plus de 120 personnes ont été expulsées ou sont menacées d'expulsion. Les semaines précédentes, ce sont aussi une vingtaine de personnes, dont trois enfants qui se sont fait sortir de leurs maison. Face à cette vague de répression, la CREA continuera de s'organiser et invite toutes les personnes à rejoindre le mouvement pour se défendre et se battre pour des formes de vie collectives et s'émanciper ensemble.
http://creatoulouse.squat.net/une-semaine-de-grosse-repression-contre-la-crea/

Du retrait des flics à Notre-Dame-des-Landes

On sait pas si c'est exact, mais c'est rigolo :
«Le retrait des escadrons de gendarmerie de la zone du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dans la nuit de vendredi à samedi dernier, avait été présenté comme un signe de volonté d'apaisement du gouvernement, à l'égard des opposants qui occupent le site depuis des mois. La vérité est en fait totalement différente. De sources autorisées au ministère de l'Intérieur, il nous a été expliqué sous le sceau de la confidence que les effectifs de police (essentiellement, de CRS) et de gendarmerie mobile commençaient à manquer, et que la situation serait intenable au mois de mai, alors que les manifestations inscrites "au planning" sont de plus en plus nombreuses.
Pour pouvoir mettre sur le terrain 150 à 250 hommes (deux à trois escadrons) sept jours sur sept à Notre-Dame-des-Landes, cela signifie en effet, en tenant compte des règles d'emploi de la gendarmerie mobile (pourtant bien plus "souples" que celles des CRS, fonctionnaires) devoir mobiliser au moins cinq escadrons. Des unités impossibles à utiliser ailleurs, car indispensables "sur zone" pour assurer la relève des gardes de jour, et de nuit.(...)
Ainsi, les unités déployées autour de Notre-Dame-des-Landes forment en quelque sorte la "garde", le dernier carré, les toutes dernières réserves que le ministère de l'Intérieur pouvait mobiliser rapidement pour sécuriser Paris, et surtout, sécuriser les ministères, l'Assemblée, le Sénat, et l'Elysée cette semaine. C'est pour cette seule raison que les gendarmes mobiles ont plié bagage dans la nuit de vendredi à samedi, alors que le week-end est logiquement le moment idéal pour que les opposants recoivent des renforts, et se fassent ravitailler.»

D'après Economie matin

Les Kurdes : «le plus grand peuple au monde sans État» (2e partie)

Si nous sommes solidaires ou participons à certaines luttes de libération nationale ce n'est pas par goût particulier du nationalisme, au contraire, mais parce qu'elles participent au combat pour la réappropriation d'un pouvoir dans l'espace où vivent les gens... Les dynamiques de luttes de libération nationale peuvent placer les gens dans un rapport d'ouverture avec l'extérieur, d'attente des autres, d'échanges, de débats, ouvrant ainsi des perspectives internationalistes, révolutionnaires aussi *.

** extrait positions OCL*



réfugiés au Kurdiatan irakien

Nous ne savions pas par quoi commencer pour raconter ce qu'il se passe au Kurdistan. Un livre même ne suffirait a cerner que quelques problématiques. Et pour cause l'actualité et l'histoire des luttes et conflits de classes au Kurdistan est très riche car elles se situent géographiquement à l'intersection de 4 civilisations (voir partie 1). Le Kurdistan est une voie, un nœud de communication routier, gazier (voie stratégique sud avec l'Asie) qui s'ouvre ou se ferme entre ces quatre espaces. La mémoire ou l'oubli de ces luttes ne se circonscrit pas seulement à cet espace (1). Les femmes dans ces luttes comme dans tous les conflits du monde, qu'elles aient ou non un fusil se retrouvent en première ligne (2). Aussi via la Syrie, le printemps arabe pourrait remonter jusqu'en Turquie. Nous avons donc dû faire des choix. Le choix du Kurdistan nord et de la Turquie est motivé par le fait que celle-ci veut intégrer l'UE. Nous estimons du coup que la question Kurde se trouve projetée au cœur de la politique de notre vieux continent et surgit à nos mémoires de bien triste manière par un triple assassinat à Paris. Aussi, nous nous sommes rendu compte que sur le sujet dans nos propres milieux, les pendules se sont arrêtées il y a trente ans. Depuis c'est l'oubli, avec ses clichés d'un temps calqué sur une réalité bien vivante qui évolue très vite. Réalité qui pourtant, pour être comprise et saisie mérite un regard sans cesse renouvelé. "La Turquie d'aujourd'hui est constamment au cœur d'une série de contradictions maintes fois répétées : les militants qui en France s'opposent à l'Europe capitaliste défendent l'intégration de la Turquie dans cette même Europe. En général, ces mêmes capitalistes sont d'ailleurs favorables, eux aussi, à cette intégration. Quand le sujet quitte l'actualité, les militants le délaissent aussitôt. Cela n'est pas à proprement parler un grand signe d'indépendance de classe. Tout cela provient en fait de l'ignorance de ce que sera l'avenir des luttes de classe internationales. Sur quels rivages verra-t-on en premier lieu des luttes à caractère révolutionnaire, c'est-à-dire ayant un contenu authentiquement internationaliste, politique, social et contestant la propriété privée des moyens de production, de financement et d'échange "(Un militant kurde)?

1- Malgré la désapprobation d'Ankara, le mois dernier, avec l'alliance de l'ASL (Armée Syrienne de Libération) et du PYD (branche politique Kurde pour le PKK en Syrie), le conflit avec le régime baasiste au pouvoir prend une autre tournure.
2- Sur les femmes lire http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article673&var_recherche=Kurde aussi voir Courant alternatif n°229 "féminisme et antimilitarisme"
3- voir article Courant Alternatif d'avril
4- PKK, KADEK, Congrès pour la Démocratie et la Liberté crées le 4/4/2002; CONGRA-GEL, Congrès du Peuple du Kurdistan créé le 15/11/2003 et le KCK déclaration du système de l'Union des Communauté du Kurdistan le 12/05/2005. Pour l'Iran c'est le PJAK, la Syrie, le PYD.

UN APPEL AUX FORCES DÉMOCRATIQUES DE TURQUIE ET D'EUROPE

Comme nous l'avons écrit précédemment dans les années 90, tous les cessez-le-feu unilatéraux de la guérilla pour donner une nouvelle fois une chance à la paix ne se transformeront jamais en trêve bilatérale avec l'État turc comme il est proposé dans la feuille de route du 2 août 2003 (3). Entre 1999 et 2004, le PKK avec le mouvement pour une démocratisation de la société turque a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu illimité mais devant ce nouvel échec de la main tendue, tout en visant la mise en place d'un système d'organisation démocratique et confédéral de la société par le biais de l'autonomie, rejetant le concept d'un État-Nation kurde indépendant. En 2005, la guérilla reprendra les armes pour un temps. Ces cessez le feu du débuts des années 2000 jusqu'à aujourd'hui proposés par les composantes de la société kurde, du PKK/KADEK/CONGRA-GEL/KCK (4) et des élites kurdes resteront toujours lettre morte. Ce n'est pas un hasard si cette feuille de route s'adresse aux forces démocratiques de Turquie en incluant toutes les composantes de la société turque aussi les organisations politiques avec ou sans électorats utilisant ou non les urnes. Les Kurdes n'ont aucune illusion concernant ces partis au pouvoir qui se succèdent comme nous le verrons. Ni non plus, la moindre confiance en l'Etat, même ceux qui collaborent avec. Dans les années 90, le PKK (3) à commencé à définir ce nouveau système qui se dévoilait de jour en jour jusqu'en 2004 où les choses se sont enfin concrétisées et où sont sortis des textes pour aboutir à la déclaration du 12 mai 2005 du KCK.

POUR SORTIR DU KÉMALISME

Au début des années 2000 comme aujourd'hui, par le haut, ce sont toujours les mêmes forces dominantes qui s'affrontent au sein de l'État turc. D'une part l'AKP (5) au pouvoir est pro européen. Avec le résultat des urnes (6) les courants les plus importants restent toujours au pouvoir malgré des scores électoraux inférieurs à 50%, au détri-

ment des partis politiques représentant des opinions différentes, notamment kurdes. L'AKP, cherche une solution politique et pacifique à la question kurde en ménageant islamiste conservateur, ultra nationaliste, militaires, sociaux démocrates, laïques ou non. Vaste programme! C'est pas gagné d'avance, mais l'AKP le souhaite-t-il vraiment ou le peut-il seulement ?

S'attarder sur le gagnant des urnes est nécessaire pour comprendre ce qui se passe en Turquie. L'AKP est un parti tel que nous connaissons chez nous avec sa propre histoire et base culturelle. Il représente les intérêts de la bourgeoisie. Dans les régions majoritairement kurdes sa gestion reste exclusivement clientéliste. Mais pour une bonne partie de son électorat, c'est une occasion de sortir de l'emprise kémaliste et des pratiques militaro-terroristes de son appareil d'État. Un peu dans sa propre mesure, il est aussi avant l'heure du printemps arabe une réponse aux attentes des Turcs face à l'armée. En effet en pleine "crise mondiale", lors du référendum pour changer la constitution (7) qui se déroule jour pour jour 30 ans après le coup d'état du 12 septembre 1980, il remporte une victoire. l'AKP poussé par une grande partie de l'opinion publique promet un projet pour l' "Ouverture Démocratique". Par exemple, l'initiative civile "70 millions de pas contre des coups d'état", vient de mettre sur pied un tribunal de conscience pour juger les généraux putschistes de 1971 et leurs complices politiques. Ils n'ont jamais été inquiétés. Il faut relever que les généraux putschistes sont toujours protégés par l'attitude ambiguë du gouvernement de l'AKP et la demande des victimes pour les traduire devant des tribunaux est toujours refusée. Cette initiative civile attire aussi l'attention sur le fait que l'armée a effectué depuis dix ans deux autres interventions directes dans la politique. Le 28 février 1997 et le 27 avril 2007.

D'ailleurs, comme il est constaté à la lecture de l'acte d'accusation du procès d'Ergenekon (8), qui a pour but le renversement du gouvernement issu de la mouvance islamiste, au pouvoir depuis 2002, quatre-vingt-six de ses présumés membres sont en prison et poursuivis par la justice dont des officiers, des journalistes, des hommes politiques et des membres de la pègre. Aussi, ces officiers ont préparé trois plans d'intervention entre 2003 et 2004. Pour l'AKP un os de taille reste présent, il faudrait épurer la hiérarchie militaire de sa composante laïcarde et kémaliste. Dans ce cadre, l'affaire Ergenekon est aussi considérée comme une riposte du parti d' Erdogan (premier ministre AKP) aux efforts du MGK (9) pour faire interdire l'AKP en 2008 par les tribunaux pour activités anti-laïques. Malgré la démilitarisation du MGK, les militaires continuent à dicter leurs choix. Encore aujourd'hui, la constitution antidémocratique prônant la supériorité et le monopole de la race et de la langue turque (Articles 3, 42 et 66), imposée en 1982 par la junte militaire reste toujours en vigueur. L'article 4 déclare que l'article 3 ne pourra jamais être modifié, même la modification de cet article ne peut-être proposée. L'état ne tolère aucun concurrent. Dans ce cas, pour ces sociaux-démocrates contrôler une armée forte toujours nationaliste mais épurée de sa composante kémaliste reste un outil de circonstance pour réprimer d'éventuelles révoltes et intimider ses voisins. De même en 1999, les juges militaires sont retirés des Tribunaux de sécurité de l'État (DGM) avec l'arrivée de L'AKP au pouvoir. En 2004, ces tribunaux sont supprimés.

Si les tentatives de négociation via certaines petites phrases, discours et diverses initiatives bidon du gouvernement AKP pour une résolution politique de la question kurde se fait jour dans les média. Ce n'est certainement pas pour l'empathie avec la population kurde mais bien pour endiguer une lutte des classes qui prend de plus en plus d'ampleur en Turquie sur le terrain mais aussi dans les mentalités et qui va bien au delà de l'idée simpliste qu'il y aurait un ennemi de l'intérieur dans la pomme turque. Cette lutte des classes au Kurdistan nord, mais pas seulement, s'exprime aussi au sein du mouvement du KCK qui prône une organisation démocratique de la société (15). Elle pourrait aussi faire tâche d'huile sur les luttes présentes et à venir dans l'ensemble de la Turquie d'aujourd'hui et de demain. Et pourquoi pas au-delà ? Dans beaucoup de luttes dans ces années 2000, Turcs et Kurdes se sont retrouvés ensemble à défendre des revendications, des droits sociaux aussi. Il y aurait 20% (10 officiellement) de la population active turque au chômage. Dans certains quartiers de villes majoritairement Kurdes, le taux peut atteindre 70%. Depuis la crise mondiale, même si la croissance est toujours positive après une chute libre (aujourd'hui, elle semble se stabiliser), les conséquences de cette crise se font sentir de plus en plus au quotidien.

LE PARTI DE LA GUERRE

De l'autre côté, nous avons les forces kémalistes en embuscade qui font de la résistance au sein de l'appareil d'État et menacent tout ce qui est différent d'eux. C'est le parti de la guerre. Ce courant a créé une société très chauvine et nationaliste. C'est une bourgeoisie compradore, rentière (voir aussi OYAK) qui envoit ses appelés à l'abattoir. Une bourgeoisie pan-turque très gourmande en argent et aussi en soldats pour sa besogne au Kurdistan nord (Pour les conscrits, ils doivent à l'état 18 mois, Kurdes compris). Ce sont des jusqu'auboutistes qui s'accrochent au budget qui leur est alloué. C'est à dire un tiers des recettes de l'État. Ils ne sont plus aussi influents que par le passé mais restent menaçants car ils contrôlent une bonne partie de l'armée. Mais petit à petit, les institutions gouvernementales se vident de leurs soldats où leur place était prépondérante. Ainsi, le MGK est devenu, à partir de 2003, essentiellement consultatif, son secrétaire autrefois un militaire, est désormais un civil. Pourtant, le Haut Conseil Militaire (YAS), chargé de gérer le fonctionnement interne de l'Armée, continue de radier certains officiers considérés comme anti-laïques malgré l'opposition du gouvernement. Les militaires exercent une influence sur la vie économique turque par le biais de leur holding financière Sui Generis OYAK (10) et d'une série d'industries de guerre. Des liens avec l'OTAN et cette holding sont mis à jour. Au parlement, ces sociaux-démocrates pro européen sont représentés par le CHP (11), fondé par Atatürk, membre de l'Internationale socialiste. Principale opposition, aux élections législatives de 2011, il fait 25,98%.

Le MHP (12) anti UE, émanation des Loups gris du colonel Alpaslan Türkep fait 13,01 % en (2011). Il participe aussi au parti de la guerre. Les centristes laïques, aujourd'hui au fond dans les sondages se sont un temps alliés avec le MHP. Cette force de la bourgeoisie a le même souci que l'AKP, tirer avantage de la mise au pas de la classe ouvrière et paysanne turque et kurde, dans la mesure où l'armée contrôle l'industrie de la défense, mais aussi plusieurs chaînes de distribution, des agences immobilières, des conserveries, des cimenteries, des industries alimentaires et automobiles (Renault par exemple), des banques et des assurances (10). D'ailleurs ces dernières années, des grèves dures où Turcs et Kurdes se sont retrouvés à lutter de concert ensemble ont touchés toutes ces boites. Il faut dire que les migrants kurdes, assimilés ou non, ayant quitté leur Kurdistan natal se retrouvent aujourd'hui dans les grandes villes de Turquie et "le mélange territorial est très poussé entre ceux qui se considèrent comme des Kurdes et sont prêts à soutenir un mouvement de révolte kurde, et ceux qui se considèrent comme des Turcs» (J-P Derriennic,Presses de Sciences-Po, 2001). La Turquie est la plus grande prison au monde pour les syndicalistes et autres militants, elle les vide de ses droits communs pour les remplir des acteurs du mouvement social en ce moment (13).

5- L'AKP (Parti de la Justice et du Développement) est aux commandes depuis 2002 et fait de 37 à 49 % des votes depuis les années 2002 à aujourd'hui.

6- Les candidats présents sur la liste d'un parti politique ne sont élus que si leur formation a obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés au niveau national, si elle a présenté deux candidats à chaque siège de député dans au moins la moitié des provinces, et si elle est bien implantée dans la moitié des provinces et un tiers des arrondissements provinciaux.

7- Aujourd'hui, l'armée n'est plus majoritaire à la cour constitutionnelle.

8- Ergenekon, est une organisation clandestine chargée de créer le chaos et saper la stabilité en Turquie pour déclencher un coup d'état.

9- MGK (Conseil National de la Sûreté), créé en 1961 après un coup d'état, il est transformé en véritable instance de contrôle par la Constitution de 1982.

10- OYAK, ex : Oyak-Renault est un constructeur turc du groupe automobile Renault et fait partie de cette holding depuis 1969. Pour les ramification surfez sur www.oyak.com.tr

11- CHP (Parti républicain du peuple), fondé par Atatürk, membre de l'Internationale socialiste.

12- MHP (Parti d'action nationaliste).

13- http://kurde-moyen-orient.20minutes-blogs.fr/lutte-des-classes-syndicats/

LE KCK N'EST PAS UNE ORGANISATION MAIS UN MODE D'ORGANISATION

Aujourd'hui pour le PKK/KADEK/KONGRA-GEL/KCK (3), l'idée d'un Etat-nation kurde en Turquie est abandonnée, comme par la plupart de la population kurde, au profit d'un autonomisme et de relation transfrontalière d'ordre confédérative et associative. Pour le PKK, l'autonomisme n'est plus qu'un souci d'ordre bureaucratique. Tout en ayant pourtant à l'esprit que quelles que soient les institutions: éducation, justice, police etc, celles-ci viendront toujours d'en haut dans un système représentatif tel que la Turquie. Aussi on peut dire qu'une autonomie restreinte à la culture et l'éducation par exemple préserve toujours la verticalité d'un pouvoir monopolisé par ces élites cooptées. D'ailleurs au Kurdistan, les anciennes structures communales islamistes (14) favorisent les seigneurs locaux et leur gardes inféodés au centralisme ottoman en Turquie, persan et arabe ailleurs et ne favorise pas une démocratisation du pouvoir (15).

Dans une autonomie restreinte, la question de l'égalité, de la répartition des richesses et du pouvoir ne peut pas marcher. Ces questions passent à la trappe selon un rapport de force figé d'avance, verrouillé par ces même élites et notables, leur modèle institutionnel et leurs gardes. De la réponse aux questions par qui et pour qui dépend aussi de la structuration des rapports de force en présence et de ses mouvements. Si on souhaite l'égalité, on ne peut se satisfaire des seules répartitions clientélistes des richesses par un état providence. Et la modification des structures du pouvoir et du partage démocratique doivent s'opérer si on veut une avancée qualitative. L'autonomie circonscrite à l'éducation et à la culture n'est qu'un cache sexe afin de nier tout conflit dans une société de classe pacifié par le haut, afin d'endormir les plus exploités, les plus opprimés. Tout comme le nationalisme et le fascisme instrumentalisés par la bourgeoisie envisagent de régler le problème des conflits dû aux inégalités par des thèmes idéologiques inter classistes. Dans ce contexte à l'annonce du 12 mai 2005, le mouvement kurde va s'approprier la déclaration du système de l'Union des Communautés du Kurdistan (KCK): «Le système des KCK (16) est le résultat d'une recherche d'organisation de la société puisée aux sources d'une lutte quotidienne pour la défense des libertés, en butte à une répression féroce dans l'indifférence générale...

L'état turc suit au début attentivement cette forme d'organisation, dans les années 2005 à 2009 il n'est pas intervenu car il ne la trouvait pas subversive et elle correspondait bien aux idées mises en avant dans le cadre des négociations pour intégrer l'Union Européenne... Partout où la situation le permettait, ont été créés des Conseils de Citoyens Libres au niveau des communes et des quartiers. Le but de ces conseils est de donner naissance à une société capable de s'organiser contre la toute puissance de l'État. C'est-à-dire, contre quasiment toutes les institutions, y compris les mairies. A vrai dire, cette composition est née à partir du moment où les mouvements Kurdes ont renoncé à l'indépendance. Pour les kurdes participant à cette expérience, une structure sans État est aussi un gage de démocratie. C'est aussi la preuve de la bonne volonté des Kurdes de vivre en commun avec l'État actuel de Turquie (mais surtout avec les Turcs en général). C'est la partie démocratique du concept d'autonomie démocratique qui importe le plus. La partie autonomie n'est qu'une question bureaucratique...» Il faut rajouter qu'il n'y a pas que des Kurdes qui participent à ces assemblées.

Dans un journal kurde une personne à écrit que c'était le seul système qui pouvait sauver le monde et le Kurdistan d'un massacre écologique (17). Avec une telle vision, on peut commencer à se dire "je dois mettre en place un système qui serait la somme de tous les rêves : des féministes, des communistes, des marxistes, des rêves du Che, des anarchistes" (un militant kurde). Les Kurdes dans les années 90 ont commencé à définir ce nouveau système qui se dévoile de jour en jour jusqu'en 2004 où les choses se sont enfin plus concrétisées et sont sortis des textes pour aboutir à la déclaration du KCK. Le PKK n'a plus de poids au sein des ces assemblées populaires pas plus que tel ou tel individu. Dans le cas où il y un membre du PKK qui participe par exemple. Du coup, la déclaration du système trouve d'autant plus de crédit vis à vis de l'ensemble des composantes de la société au Kurdistan et au-delà. Pour les assemblées se trouvant dans les zones de conflit armé, c'est les forces armées d'auto-défense HPG et YJA-Star (branche féminine du HPG) qui garantissent leur développement pour le Kurdistan nord. Dans chaque pays où se trouvent des zones sous influence kurde, ces régions ont leurs propres organisations politiques ainsi que leurs propres forces d'auto-défense (3).

LES KCK, L'AUTO-ÉMANCIPATION EN PRATIQUE

Dans chaque village ou ville, il y a des assemblées. Pour une ville chaque quartier et atelier ont leur propre assemblée. Des délégués sont mandaté-e-s par chaque assemblée pour aller à l'assemblée des villes. Car on ne peut réunir tout le monde. Les assemblées



Journeé de la femme a Diyabakir

14- L'Agha était - et est toujours - un chef tribal que le gouvernement soutient sur le plan économique et technologique. http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article673&var_recherche=Kurde

15- D'où l'engagement de beaucoup de Kurdes dans le projet d'indépendance kémaliste dans les années 1920 qui y voyait une porte de sortie de cette «arriération».

16- KCK, http://www.amitieskurdesdebretagne.eu/spip.php?article461&lang=fr

17- En Turquie, il y a des conflits contre des barrages qui menacent les populations, la culture et la paix dans la région (chantage avec La Syrie et l'Irak).

des villes prennent des décisions mais les assemblées de quartier peuvent, si elles le souhaitent, ne pas les appliquer. Ces décisions des assemblées des villes ne sont pas directement applicables. Il y a une autonomie des assemblées.

Dans beaucoup de petites villes du Kurdistan, les gens ne vont déjà plus voir la police, ni la justice de l'état turc. Ils préfèrent investir ces assemblées là où il s'en trouve ; elles ont pour fonction aussi de trancher les litiges. certains participants pensent que l'état au Kurdistan nord et Syrien n'a plus de raison d'être. De fait c'est déjà le cas. Personne n'est exclu dans ces assemblées, on peut aussi créer autant de commissions que l'on souhaite. Aucun débat n'est tabou. Tout le monde peut élaborer un projet collectif et intervenir. S'il se trouve moins de 40% de femmes au sein d'une assemblée, celle-ci ne peut commencer. La limite d'âge est de 16 ans mais dans une ville, il existe une commission avec des enfants entre 12 et 16 ans.

Pour chaque assemblée, on choisit 2 présidents, une femme et un homme, c'est obligatoire. Au début ce n'était pas le cas mais cela a créé une forte polémique, ce résultat relève d'un fort attachement au débat et à la mixité. Le président est appelé représentant-e, il/elle n'a pas le droit de prendre des décisions, il est la voix de l'assemblée, il est chargé de préciser le calendrier concernant les débats, de faire connaître les décisions. Puis, un ou une secrétaire est désigné. Il ne fait pas l'ordre du jour, c'est un corps désigné par l'assemblée sur le moment qui doit le faire. Ce corps, est chargé de faire respecter le bon fonctionnement c'est tout. Là où il y a une assemblée, tout le monde participe sauf la bourgeoisie qui préfère probablement les salons plus aseptisés. En Irak où la contestation dans la rue et chez les étudiants gronde, il y a de plus en plus d'assemblées populaires dans les universités mais les journaux n'en parlent pas.

Il existe aussi des assemblées en Europe, cela marche plus ou moins bien selon les villes probablement en raison de l'origine des migrant-es kurdes et selon leur degré d'assimilation ordonné par l'état turc sur leur sol natal. Exemple pour une assemblée d'une grande ville européenne, l'association culturelle gère tout un tas d'aspects locaux dont un lieu. Quand une assemblée s'est mise en place, la structure de l'association n'est plus devenue qu'une commission au sein de l'assemblée qui gère les problèmes bureaucratiques, techniques. Cela ne s'est pas fait sans débats et résistance car le président de l'association voulait garder ses prérogatives. Et du coup le pouvoir s'est réparti dans l'assemblée.

Par le passé comme dans beaucoup de sociétés rurales, quand une communauté kurde avait besoin de s'organiser pour certains travaux, elle se réunissait en assemblée. Tous les membres du village de la tribu décidaient par eux-même et en toute égalité. Aussi pour faire face à une rupture du pouvoir dominant, lorsqu'en mars 1991 en milieu urbain au sud du Kurdistan irakien pour faire face aux impératifs immédiats d'une situation chaotique provoquée par l'invasion de la coalition occidentale pour "libérer" le Koweït. A partir de Souleimaniye, se met en place un mouvement des Shoras (18). Il se propagea à d'autres villes kurdes d'Irak.



Comme nous l'avons déjà dit, dans les années 90, le mouvement kurde à bien changé au niveau des mentalités, du discours, même si les objectifs sont pareils, les pratiques ont bien changé du fait que la liberté d'un peuple ne peut venir d'un Etat nation ni d'une quelconque organisation mais bien de la prise de conscience de l'exploitation, de l'oppression par l'ensemble de la population en mouvement. Dans ce cas, l'Etat pour les Kurdes est plutôt une source de malheur et la liberté ne dépend pas des élections ou des urnes seulement. Dans le système des KCK, personne encore ne peut savoir ce que cela donnera. C'est l'intention qui compte. Pour l'instant, nous n'avons pas assez de retours pour en tirer un bilan, ces assemblées représentent la somme des rêves de toutes les personnes de bonne volonté ou non qui y participent. Ce que l'on peut dire c'est qu'ils tournent le dos à la somme de toutes les soumissions, exploitations, oppressions que subissent les Kurdes depuis des siècles. Actuellement, le gouvernement de la Turquie accuse le mouvement des KCK d'être la branche politique du mouvement armé du PKK, de vouloir remplacer les institutions officielles dans le sud-est anatolien et de favoriser une insurrection dans ces régions. Pour cela une grosse répression s'abat sur toutes les composantes de la société au Kurdistan et des Kurdes d'Europe qui se sont appropriés ces pratiques émancipatrices. Toutes celles et ceux du mouvement qui y participent sont considérés comme terroristes.

Pour terminer, "les travailleurs ne pourront surmonter cette contradiction capitaliste, ce fait que de leur liberté juridique découlent leur exploitation et leur esclavage, que lorsqu'ils auront dominé cette contradiction politique qu'est la démocratie bourgeoise. Dans la lutte de classe d'aujourd'hui, cette idéologie est l'obstacle le plus important sur le chemin de leur libération" (19). Pour cela, nous devons nous départir de la politique des urnes, de la passivité qu'elle engendre et défendre l'idée que la libération ne passe pas par "l'installation d'une bourgeoisie nationale mais par une réorganisation de la vie sociale, de la création d'autres structures politiques de pouvoir que celles imposées actuellement, d'une réorganisation de la production orientée vers la satisfaction des besoins exprimés par les classes exploitées et non en fonction des "impératifs" du marché et du profit. Nous devons combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et préserver l'autonomie des structures de contre-pouvoir qui se mettent en place, assemblées populaires ou autres. En même temps, combattre aussi les formes de revendications ou de luttes qui tendraient à renforcer le poids d'une future ou actuelle bourgeoisie, ou des notables" (extrait texte OCL)). La lutte actuelle des Kurdes a des aspects révolutionnaires dans la mesure où elle possède un contenu internationaliste, politique, social et conteste la propriété privée des moyens de production.

K.

Les sources sont les mêmes que dans la partie 1 + celles citées dans les notes.

18- «shora» signifie «conseil». Historiquement, on entend parler pour la première fois des shoras lors de la révolution iranienne de 1979 qui aboutit au renversement du Shah (l'insurrection populaire de mars 1991); http://www.infokiosques.net/lire.php?id_article=621

19- Pannekoek dans Démocratie, fascisme, national-socialisme, *Acratie.*

Grèves de 1918-1919 en Moselle : syndicalisme contre classe ouvrière

« Le monde va changer de base, nous ne sommes rien, soyons tout ! »

UN CONTEXTE RÉVOLUTIONNAIRE

En cette année de 1918, la grande lumière à l'Est embrase toute l'Europe. Ils sont nombreux à espérer la fin de la guerre et surtout un monde nouveau. Tout comme l'Alsace, la Moselle connaît un contexte social explosif entre novembre 1918 et les années 1920. Une des vagues de grèves les plus importantes va se dérouler durant l'année 1919 dans les houillères de Moselle. Il est important de préciser que durant 50 ans cette partie de la Lorraine était incluse dans l'empire allemand et constituait une partie du Reichland (terre d'empire) avec l'Alsace. Le bassin houiller appartient à la partie germanophone de la Lorraine et se caractérise par sa forte présence d'ouvriers allemands (notamment sarrois) et un très fort paternalisme patronal. Le paternalisme est très présent dans et hors de l'usine, ainsi que dans la société mosellane. Le renvoi de l'usine et c'est la perte du logement. Ces grèves de 1918-1919, se déroulent dans trois houillères (18000 salariés en 1919 pour les 3 houillères lorraines) qui forment le deuxième bassin français et touchent trois compagnies (Mines de La Houve à Creutzwald, Sarre et Moselle à Merlebach et houillères de la famille de Wendel à Petite-Rosselle).

Le déclenchement des premiers conflits est à replacer dans les journées révolutionnaires de fin 1918 et dans le contexte des révolutions russe puis allemande. En effet, en l'espace de quelques semaines l'Europe centrale, à l'exemple de la Russie se couvre d'un rouge manteau de soviets qui jettent dans la tombe de nombreux régimes aristocratiques. Ce feu révolutionnaire va se répandre en Moselle et en Alsace avec l'arrivée des marins insurgés de Kiel (mutins composés en partie par des alsaciens et des mosellans). Un drapeau rouge de la liberté finit même par flotter sur la cathédrale de Strasbourg. À l'image de la situation en Alsace, de nombreux soviets vont se constituer en Moselle (ainsi le soviet de Metz va durer du 9 au 17 novembre 1918). Ce mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats, loin d'être un épiphénomène, se rattache aussi en Moselle, à la situation explosive au Luxembourg et en Sarre (2). Les matelots de Kiel retournés chez eux font de l'agitation politique partout. Pour le malheur des « ancêtres du Medef », ils ne sont pas les seuls à faire de la propagande en Moselle : ouvriers ou soldats démobilisés, allemands (des sarrois notamment), italiens, russes (à Thionville), suisses (la Suisse est en « grève générale révolutionnaire du 12 au 14 novembre 1918 ») , etc.

Pourquoi reparler de ces conflits très éloignés dans le temps ? D'abord, première évidence, car ces conflits concernent notre histoire, celle de la classe ouvrière en lutte et en grève. Ainsi, dans la grève se constitue une communauté de lutte, mais aussi de destin (1). La vie collective devient plus intense et la prise de conscience des rapports de force et de la hiérarchie dans l'entreprise s'exacerbe. La prise de conscience de la puissance de la force collective apparaît dans le cours de la grève. Ensuite, parce que ces grèves vont voir la naissance du syndicalisme réformiste et l'intégration totale de la CGT dans la gestion du capitalisme. La CGT devenant une véritable courroie de transmission de l'économie. Il ne s'agit plus dès lors de faire la révolution pour abattre l'exploitation, mais de limiter les problèmes causés par le Capital. La prise du pouvoir par les communistes autoritaires de la CGT ne changera pas l'orientation réformiste de ce syndicat.

À ce contexte explosif, il faut ajouter les privations alimentaires depuis 4 ans et le coût élevé de la vie. D'ailleurs, le thème de la vie chère va traverser ces grèves. Enfin, dernière précision contextuelle (la plus importante), l'armée française qui arrive en novembre 1918 va jouer le rôle de la police et surveiller les grèves. Les meneurs sont fichés, des plaintes pour « entrave à la liberté du travail » sont déposées, les ouvriers sont arrêtés ou expulsés (épuration ethnique des allemands), voir réquisitionnés pour assurer la « sauvegarde » des intérêts du Capital (3). Les grèves mosellanes de 1918-1919 ne forment pas un seul bloc, mais 4 vagues de grèves qui vont secouer le bassin houiller. Ces 4 vagues peuvent être classées en deux cycles. Un premier cycle révolutionnaire et un second cycle qui une voit une « victoire la Pyrrhus» du réformisme en avril-mai 1919. Le meneur dans ce type de grève est -paradoxalement- souvent le piqueur (le mineur le plus expérimenté et le mieux payé). Les deux premières grèves font apparaître une inorganisation relative des mineurs, très souvent menés par des militants allemands. Les grèves suivantes (dès avril-mai) sont marquées par une plus grande emprise syndicale sur le mouvement ouvrier. Au lendemain de l'armistice le mouvement ouvrier est en déliquescence, mais va se reconstruire rapidement. Le syndicalisme lorrain et alsacien est surtout marqué par un héritage allemand (liens très fort avec le parti, syndicats libres et l'élection des hommes de confiance). Ainsi, la grève de septembre 1919 est entre les mains des syndicats (CGT et Syndicat indépendant/chrétien).

A) Les grèves de novembre-décembre 1918 dans le contexte de la révolution manquée en Alsace-Moselle

Les grèves du 30 novembre au 4 décembre 1918 se déroulent dans ce contexte révolutionnaire en Alsace et en Moselle. Durant le mois de novembre se met en place un « soviet » dans la ville de Petite-Rosselle, animé par des mineurs de la houillère de Wendel. Les grèves se déroulent du 30 novembre au 4 décembre 1918. La première a lieu aux houillères de Petite-Roselle. Elle concerne l'élection des «

(1) L'article est directement tiré des divers écrits de Pierre Schill, sur les grèves de l'immédiat après-guerre dans les mines de charbon de Moselle (1918-1919).

(2) Sur le contexte et les soviets en Alsace-Moselle, voir les écrits de J. Richez sur novembre 1918 (+ l'article hors-série n°14 de Courant alternatif).

(3) Sur l'épuration ethnique de l'Alsace-Moselle par les Français, voir le livre de François Uberfill, la société strasbourgeoise, entre France et Allemagne (1871-1924).

hommes de confiance » (délégués ouvriers) et elle va toucher La Houve. L'apogée de la grève a lieu le 2 décembre 1918, avec 86 % de mineurs en grève. Suite aux manigances des Wendel et à la présence massive de l'armée, cette mobilisation est un échec. Les militaires étant prêt à massacrer les grévistes en cas de débordement du mouvement ouvrier dans un territoire aussi symbolique que l'Alsace-Moselle, face à la révolution allemande. Pour essayer de briser les mineurs la presse mosellane joue sur la fibre nationaliste et essaye de faire passer les grévistes pour des agents à la solde de la révolution russe (« terreur bolchevique ») ; révolution elle-même causée par les allemands (selon le délire des journalistes). Ces calomnies répandues par la presse participent de la diabolisation générale de l'Allemagne et de la grève. En fait la bourgeoisie use du venin nationaliste pour briser la solidarité des mineurs entre eux (le ton de la presse va changer lorsque la bourgeoisie française va obtenir le dépeçage de l'Allemagne).

Les grèves sont menées par des mineurs (issus des mines du charbon) élus par leurs camarades, le 20 novembre 1918 (issus pour une partie du soviet de Petite-Rosselle).

B) Les grèves de janvier 1919 : des grèves en extension

Le mouvement de grève du 13 au 20 janvier 1919, touche l'ensemble du bassin houiller (plus de 10.000 mineurs en grève). Ces grèves sont marquées par la peur de la perte du pouvoir d'achat, lié au change du mark au franc. Ce risque se rajoute à la très forte baisse des salaires des deux mois précédents. Ces conflits se terminent avec un succès partiel des mineurs et le report du nouveau change. Les grèves sont menées par des délégués élus en décembre 1918.

C) La grève d'avril-mai 1919 et l'arrivée d'un nouvel acteur (l'Etat)

La grève à Petite-Rosselle voit l'arrivée de l' État comme « partenaire de négociation ». En effet, l'Alsace et la Moselle sont dirigés en 1919, par un Commissaire général de la République (sur cette entité administrative spécifique voir notre article sur novembre 1918 en Alsace [3]). La crapule de l'époque qui tient le poste est le va-t-en-guerre anticommuniste Alexandre Millerand (mars-septembre 1919), ami de longue date de la famille de Wendel. L'autre récif pour les ouvriers, la famille de Wendel (Pour rappel, la girouette réactionnaire, François de Wendel est président du puissant Comité des forges en 1918) et a des possessions dans les deux parties de la Lorraine (partie annexée et non annexée)


© photo : E. Bacher

Cette grève qui dure du 3 avril au 26 mai 1919 (7 à 8000 grévistes) est causée par la baisse des salaires de février 1919 (le plus bas niveau depuis octobre 1918) et le refus de la direction de Wendel de négocier. Malgré les difficultés matérielles, la durée de la grève va amener les mineurs à s'approprier l'espace publique et à déborder le cadre de l'entreprise. Ils n'hésitent pas à s'attaquer aux « jaunes ». La durée du conflit va forcer les ouvriers à s'armer lors de la radicalisation du conflit au milieu du mois d'avril. Les armes vont se généraliser : bâtons, couteaux et armes à feu. Le poison nationaliste joue difficilement dans cette grève, car il y a la présence importante de sarrois dans les mines (sarrois soumis à la violente domination française et aux arrestations en cas de grève en Sarre). D'ailleurs les syndicats chrétiens vont jouer sur le nationalisme et la haine des allemands pour tenter de recruter.

La finalité du conflit porte des germes révolutionnaires, mais qui sont vite soufflés par l'intervention de l'Etat. En effet, Millerand va jouer sur la conciliation pour empêcher l'extension du mouvement (l'armée étant là au cas où). Ce conflit est dirigé par un comité, placé sous l'égide du syndicat des mineurs. Aux houillères de Petite-Rosselle, le syndicat CGT noue très vite des liens avec le Parti socialiste (fin 1919, la fédération socialiste mosellane est l'une des plus importantes de France) et a 6000 adhérents en mars 1919 (la fédération du sous-sol-CGT voit arriver 25 000 adhérents mosellans et alsaciens en plus). Les syndicats chrétiens sont faibles (6000 membres en Moselle en novembre- décembre 1919). Ils fondent l'UGB (Fédération des syndicats indépendants d'Alsace-Lorraine) le 23 février 1919. Les mineurs obtiennent une indemnité et la reconnaissance de fait de leur organisation syndicale.

D) Du 16 au 26 septembre 1919 : vers le réformisme et l'intégration syndicale

Cette vague de grève est précédée par de nombreuses réunions publiques et par une manifestation importante le 17 août 1919 à Merlebach et des rassemblements fin août. De grève défensive dans un contexte défavorable pour s'opposer à une perte de pouvoir d'achat, les mineurs vont passer à une grève offensive à partir du moment ou ils sentent qu'il est possible de faire payer le patron, lorsque le contexte économique les y encourage. Il faut rappeler que l'expérience d'une caisse mutuelle et la création en 1890 d'associations de consommateurs va jouer un rôle dans la solidarité ouvrière. À nouveau, la direction refuse de négocier. Du 16 au 26 septembre 1919, le nombre de grévistes va atteindre 20 000 personnes. Le fait exceptionnel est que les employés vont se joindre massivement à ce mouvement de septembre. On assiste à une croissance continue des grèves pour atteindre presque 100 % en septembre. Ces grèves interviennent dans un contexte

plus favorable aux mineurs. Elles voient la mobilisation des mineurs des trois houillères et des mineurs de la Lorraine du fer. Ils sont rejoints par les mineurs des salines de Sarralbe et les employés des mines. Durant le conflit, pour pallier les problèmes de la vie, les ouvriers organisent diverses actions : action directe sur le marché de Forbach pour faire pression sur les marchands, afin de faire baisser les prix des denrées alimentaires et création de coopératives ouvrières. C'est dans ce contexte d'unité d'action que la CGT prend l'initiative d'annoncer la grève inter-corporative. Cette unité dans l'action va permettre d'établir un front commun contre le patronat, afin d'éviter l'émiettement catégoriel. Dans le même temps, la CGT pousse dans le sens d'éviter une stratégie de lutte pour un changement de société. La CGT étant déjà devenu un outil d'intégration des ouvriers dans le capitalisme : la négociation se faisant avec l'État comme partenaire. Le discours de la CGT est violent et révolutionnaire dans la forme, mais réformiste dans les négociations. Ainsi, les revendications de septembre se caractérisent par une absence totale de remise en cause du pouvoir, au profit de la nationalisation des mines.

L'idée de nationalisation n'a rien de révolutionnaire et s'inscrit dans la pratique de l'Union sacrée mise en place par la CGT en 1914. L'hypocrisie des leaders de la CGT (nationaux et mosellans) va même jusqu'à présenter la nationalisation comme une façon de rendre la mine aux mineurs et donc de justifier la défense de l'outil de travail. Cette nationalisation ne concernait pas les houillères de Petite-Rosselle (propriété des Wendel), mais seulement les entreprises dont une partie du capital avait été mis sous séquestre. L'apparition de cette revendication de nationalisation ne vient pas du mouvement ouvrier allemand, mais de la CGT qui voit son influence grandir dans cette grève au détriment de la classe ouvrière. L'État devenant un partenaire privilégié pour mener les négociations lors des conflits. La CGT en vient à inciter les ouvriers à respecter l'ordre républicain, à cesser les violences, et fait croire aux ouvriers que les mines seront un jour dans leurs mains. En conclusion, la grève est un succès en apparence, avec salaire minimum journalier pour un piqueur et reconnaissance officielle des organisations ouvrières. La nationalisation des mines n'est évidemment pas obtenue.

Avec l'explosion du nombre de gréviste, la peur de la grève générale se répand en Moselle, car la grève risque de déboucher sur un mouvement plus large et de toucher la métallurgie (pour un total possible de grévistes de 40 à 45.000). Les ouvriers de la Lorraine du fer sont les plus radicaux et une partie d'entre eux souhaitent qu'une grève générale abatte le capitalisme. Pour les organisations syndicales la musique n'est pas la même et la ligne majoritaire de la CGT ne vise pas au renversement de l'ordre social. La grève générale est un slogan creux, dont la portée n'est que symbolique pour la CGT. Il s'agit juste d'opposer un illusoire contre-pouvoir au patronat.

L'ÉCHEC DE LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 13 OCTOBRE 1919 :

Le crétinisme syndical (certains ouvriers évoquent la corruption des syndicats) va se trouver appuyé par le réformisme des mineurs du charbon qui sont proches de la ligne majoritaire de la CGT. La presse française se délecte de la situation ubuesque et stigmatise les éléments révolutionnaires qui seraient à l'origine de cette tentative de grève générale. Selon les journaux locaux, les agitateurs essayent de s'appuyer sur les travailleurs étrangers allemands pour semer le trouble. Dans le fond, c'est surtout le poison étatiste et l'illusion de la victoire qui ont raison de la combativité des ouvriers (on peut aussi y ajouter la tradition catholique). Le changement de stratégie voulu par le socialiste Millerand va émousser la volonté combative des ouvriers et ébranler la conscience collective née durant les grèves de 1918-1919. Une conscience qui ne s'est pas transformée en identité collective porteuse d'avenir et de révolution. Le mirage républicain et le poison réformiste n'épargneront plus dès lors les ouvriers lorrains. Des ouvriers qui vont se retrouver confrontés à une législation sociale française complètement arriérée. On peut formuler comme hypothèse, que la bouée de sauvetage autonomiste de l'entre-deux guerres peut se comprendre par la perte d'un espoir politique dans l'avenir à l'intérieur du monde ouvrier mosellan et alsacien.

CONCLUSION

Un siècle de réformisme syndical plus tard, la Lorraine n'est plus qu'une région exsangue, gangrenée par la misère sociale. L'affaire avec Mittal étant le dernier chant du coq des ouvriers lorrains.

Un précaire alsacien



Affiche annonçant la réunion publique des cheminots indépendants le 5 octobre 1919 à Montigny-lès-Metz

(Warum verlassen wir die CGT ? : « Pourquoi quittons-nous la CGT ? »)

Pun Ngai
Avis au consommateur Chine : des ouvrières migrantes parlent
L'Insomniaque, 2011.



Elles s'appellent Hui, Fen, Tante Cui, Xiao ou encore Weizhen. Elles sont seize et incarnent ces innombrables petites mains qui s'affairent au quotidien dans le plus grand atelier du monde. Elles sont seize, et de leur (sur)exploitation, dépend le taux de croissance d'une Chine lancée à marche forcée dans la construction d'une « société socialiste harmonieuse »1

L'intérêt de cet ouvrage, dû à Pun Ngai, sociologue Hong-kongaise impliquée dans une association de soutien aux migrantes, ne réside pas seulement dans la description que les travailleuses elles-mêmes donnent des conditions de travail épouvantables qu'elles ont connues ou connaissent encore : temps de travail à rallonge, quête effrénée du rendement maximum, usines fonctionnant comme des casernes et des espaces de non-droit, absence totale de règles de sécurité et d'hygiène... Tout ceci est de notoriété publique, tout comme l'est la capacité de résistance individuelle ou collective à l'exploitation dont le prolétariat chinois fait preuve2.

Car confrontées à deux mondes qui leur sont profondément hostiles3 , elles ne tardent pas à se forger une vraie conscience de classe. Elles apprennent vite qu'il vaut mieux être payé au mois que de travailler aux pièces, que les promesses patronales sont des mirages (d'où un turn-over important dans les entreprises), que la solidarité est essentielle et que la grève est un moyen de se faire entendre. Le prolétaire apprend tellement vite qu'en Chine, aujourd'hui, l'Etat encourage le développement des entreprises à l'intérieur du pays afin de garantir un taux de profit élevé et de rééquilibrer le territoire...

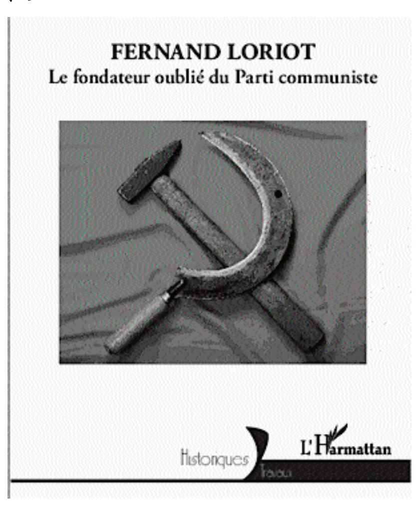
S'il faut lire cet ouvrage, c'est parce qu'il nous permet de mieux comprendre les raisons qui poussent des femmes, souvent jeunes et sans diplôme, à fuir les campagnes pour gagner les zones côtières où fleurissent les bagnes industriels. La misère ? Oui, mais pas seulement, ou plutôt pas toujours. Elles fuient tout autant l'autoritarisme d'un père, un mari violent, un mariage arrangé. Elles fuient le conservatisme social et l'ennui de la vie campagnarde pour la ville et les « promesses » d'émancipation (sociale, sexuelle) qu'elle se doit de porter. Elles rêvent d'indépendance financière, de promotion sociale, comme d'apporter leur pierre (monétaire) à la survie économique de la famille. La migration n'est pas seulement une réponse à la misère, elle est aussi une aventure individuelle au cours de laquelle le migrant s'affranchit culturellement et affirment sa singularité4.

Les trajectoires de ces femmes, leurs attentes et leurs incertitudes, sont autant de témoignages édifiants des bouleversements profonds frappant la Chine depuis le ralliement de la bureaucratie rouge à l'économie socialiste de marché en 1978...

Patsy

1. Lire Aubert/Chevrier/Domenach/Hua/Lew/Zafanolli, *La société chinoise après Mao - Entre autorité et modernité*, Fayard, 1986 ; et édité tout récemment, Michel Aglietta et Guo Bai, *La voie chinoise : capitalisme et empire*, Odile Jacob, 2012.
2. Lire à ce sujet Jean-Louis Rocca, *La condition chinoise – la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Karthala, 2006 ; Bruno Astarian, *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)*, Acratie, 2009, sans oublier, sur la toile: Chloé Froissart, *Pour un salaire juste - L'évolution des revendications ouvrières en Chine* (La vie des idées, 2013), et Mouvement communiste, L'autonomie ouvrière frappe en Chine (2011).
3. Les citadins les méprisent d'autant plus qu'en tant que migrantes, elles ne jouissent pas des mêmes droits sociaux qu'eux ; le patronat les exploite sans vergogne.
4. Jean-Louis Rocca, *Une sociologie de la Chine, la Découverte*, 2010.

Julien Chuzeville
Fernand Loriot (Le fondateur oublié du parti communiste)
L'Harmattan, coll. « Travaux historiques », 2012, 238 p., 25 euros



Dans son beau roman, *L'homme qui aimait les chiens* (Métailié, 2011), l'écrivain cubain Leonardo Padura écrit, en évoquant Trotski à la veille de son expulsion d'URSS, qu'il fallait « sortir la Révolution de l'abîme de perversion où l'entraînait une réaction décidée à assassiner les plus beaux idéaux de la pensée humaine ». Après des décennies de mensonges et de dénis, il faut reprendre l'histoire du XXe siècle en bouleversant les hiérarchies les mieux établies à partir du grand drame de 1914. Auparavant, tous les espoirs d'émancipation étaient permis : ils furent non seulement anéantis par la guerre, mais, et c'est encore plus grave, totalement pervertis et détournés par le pays du «mensonge déconcertant» selon la belle expression d'Anton Ciliga, renvoyant les idéaux du mouvement ouvrier du XIXe siècle dans des marges d'où ils ne sont plus jamais sortis, en dehors de brefs orgasmes de l'histoire comme mai 1968.

Pourtant, dès 1928, Fernand Loriot (1870-1932) avait écrit que « l'URSS n'est ni U (union), ce qui suppose la *libre* adhésion des parties composantes, et une certaine autonomie de ces parties ; ni R (république), puisque c'est une dictature centralisée, évoluant toujours davantage vers la dictature personnelle ; ni S (socialiste), puisque le socialisme reste à construire en Russie et que les concessions de plus en plus importantes faites au capitalisme ne permettent pas, dans la situation mondiale présente, d'en escompter la réalisation ; ni S (soviétique), car les Soviets ne constituent plus en Russie la pierre d'assises du régime. » Le constat était aussi cinglant que sévère, mais reste sans doute encore inaudible à nos contemporains, persuadés que l'URSS était bel et bien le « socialisme réalisé » – qu'ils le condamnent ou non.

L'auteur de cette sentence lapidaire d'une impressionnante et précoce lucidité est sans doute inconnu pour le plus grand nombre. Pourtant, cet instituteur joua un rôle de premier plan dans les oppositions, socialiste et syndicale, qui apparurent dans le mouvement ouvrier français durant la Première Guerre mondiale. Il réussit, avec quelques autres aussi oubliés que lui, la prouesse, jamais renouvelée, de transformer une petite minorité isolée, persécutée et sans moyens en une majorité qui réunit les forces vives du mouvement social au début des années 1920. Mais cette victoire fut sans lendemain et c'est de l'intérieur de ses partisans même que vint la plus féroce réaction. C'est tout le drame de ces femmes et de ces hommes courageux qui furent exclus d'un mouvement communiste dont ils avaient été les pionniers et qui les rejetaient, non sans les avoir calomniés et stigmatisés. Cette première biographie de Fernand Loriot, sérieuse et documentée, vient donc à son heure et mérite d'entrer dans le corpus des ouvrages nécessaires sur cette période décisive de l'histoire du mouvement ouvrier.

Ch. J.

Week End d'inauguration de la grange de Montabot du 17 au 20 mai 2013 Une grange pour s'organiser...



Depuis l'action à Valognes contre le train "Castor" en novembre 2011, jusqu'aux moments forts de la lutte contre la ligne Très Haute Tension (THT) Cotentin-Maine en 2011 et 2012, des personnes se sont rencontrées et se sont organisées pour lutter contre le nucléaire et son monde. Afin de continuer sur cette lancée, il semble important de pouvoir disposer d'un lieu collectif comme a pu l'être le bois occupé de la Bévinière sur la commune du Chefresne.

Une grange, au lieu-dit la Bossardière sur la commune de Montabot (50), s'érige maintenant non loin des pylônes comme un défi face à l'imposition de la ligne THT à coups de bâtons. Il existe donc un lieu pérenne pour relayer et faire perdurer l'actualité de la lutte anti-nucléaire dans la Manche et ailleurs, être le relai de vos luttes ou simplement pour se réunir et échanger.

En effet, cet endroit constitue un point d'information et de convergences des initiatives d'ici (EPR, THT, transports castors, etc) et d'ailleurs (Poubelle radioactive de Bure, Iter, Astrid, THT partout, mines d'uranium) contre le nucléaire et aussi contre d'autres projets assez proches dans l'idéologie d'aménagement de nos espaces et de nos vies, tel celui de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, les lignes à Grande Vitesse, de la traçabilité en général et du fichage génétique en particulier.

Il s'agit aussi d'un point d'ancrage de la lutte où se déroule un chantier permanent d'échanges de savoirs et de pratiques émancipatrices (autonomie énergétique, écoconstruction, rénovation du bâti ancien, permacultures de plantes médicinales et potagères....).

Vous découvrirez la grange à travers des expos, ses débrouilles quotidiennes, son camping, sa cantine prix libre.

Parce qu'il ne faudrait pas croire que tout s'arrête avec la mise en service d'une ligne T.H.T.

Parce qu'il est essentiel pour nous de poursuivre les débats entamés lors de cette lutte, et d'anticiper les pièges des nécro-industries auxquelles nous seront confronté.e.s ici et ailleurs.

Parce que nous imaginons qu'une organisation sans intérêt de pouvoir ni hiérarchie, pourrait submerger nos décideurs.

Parce que nous voulons faire en sorte que plus aucun.e oligarque ou bureaucrate ne puisse juger et décider du cheminement de nos vies à notre place.

Nous vous invitons au week-end d'inauguration de la grange de Montabot, où grâce à un travail d'élaboration collective, nous cherchons à nous donner les moyens matériels de renvoyer dans leur coin l'Etat et les mafias publiques ou privées. Nous prendrons le temps qu'il faut pour saper leur infecte besogne, mais ici une pierre est posée, et nous savons que ce sont nos solidarités que l'Etat craint avant tout. Même si une nouvelle ligne T.H.T se dresse désormais dans le bocage Normand, la lutte liée à ces tentacules de la pieuvre nucléaire est loin d'être enterrée.

La Bossardière, à Montabot dans la Manche (50) Sur la D98 entre Percy et Tessy, la Bossardière se trouve au bout du deuxième chemin sur la gauche après le pylône 223 lorsqu'on vient de Percy.

Rencontres libertaires à Eychenat (Ariège) du 22 juillet au 2 août.

Comme chaque été, l'OCL organise des journées de rencontres et de débats à Eychenat, dans l'Ariège. Cette année, elles auront lieu du 22 juillet au 2 août.

Ces rencontres sont ouvertes à celles et ceux que les thèmes choisis intéressent.

Le programme des débats n'est pas encore totalement fixé. Mais voici d'ores et déjà, quelques thèmes envisagés :

- Le pouvoir des maires sur les internements psychiatriques abusifs, pouvoir que s'est donné l'Etat à des fins sécuritaires et répressives. Le film documentaire "JP, Archi et les autres, Fauteurs de trouble" sera projeté, en présence du réalisateur Jean-Claude Julien.
- Psychiatrie avec et sans remèdes ; une autre approche des soins en psychiatrie.
- Résistances au fichage des élèves ... mais aussi puçage des animaux. Tout sera demain fiché et informatisé ; des collectifs associent ces deux fronts de lutte pour dire non au contrôle de la vie et des savoirs, non à l'uniformisation universelle.
- Lutte à Notre Dame des Landes
- Restructurations capitalistes et luttes d'entreprises.
- Qu'est ce que faire de la politique aujourd'hui ?
- Les journaux locaux de contre information : comment ils peuvent contribuer à construire une existence politique dans un espace donné. Rencontre et débat d'orientation

Pour en savoir plus et annoncer votre venue écrire à oclibertaire@hotmail.com